

hebdo

le monde

Libertaire



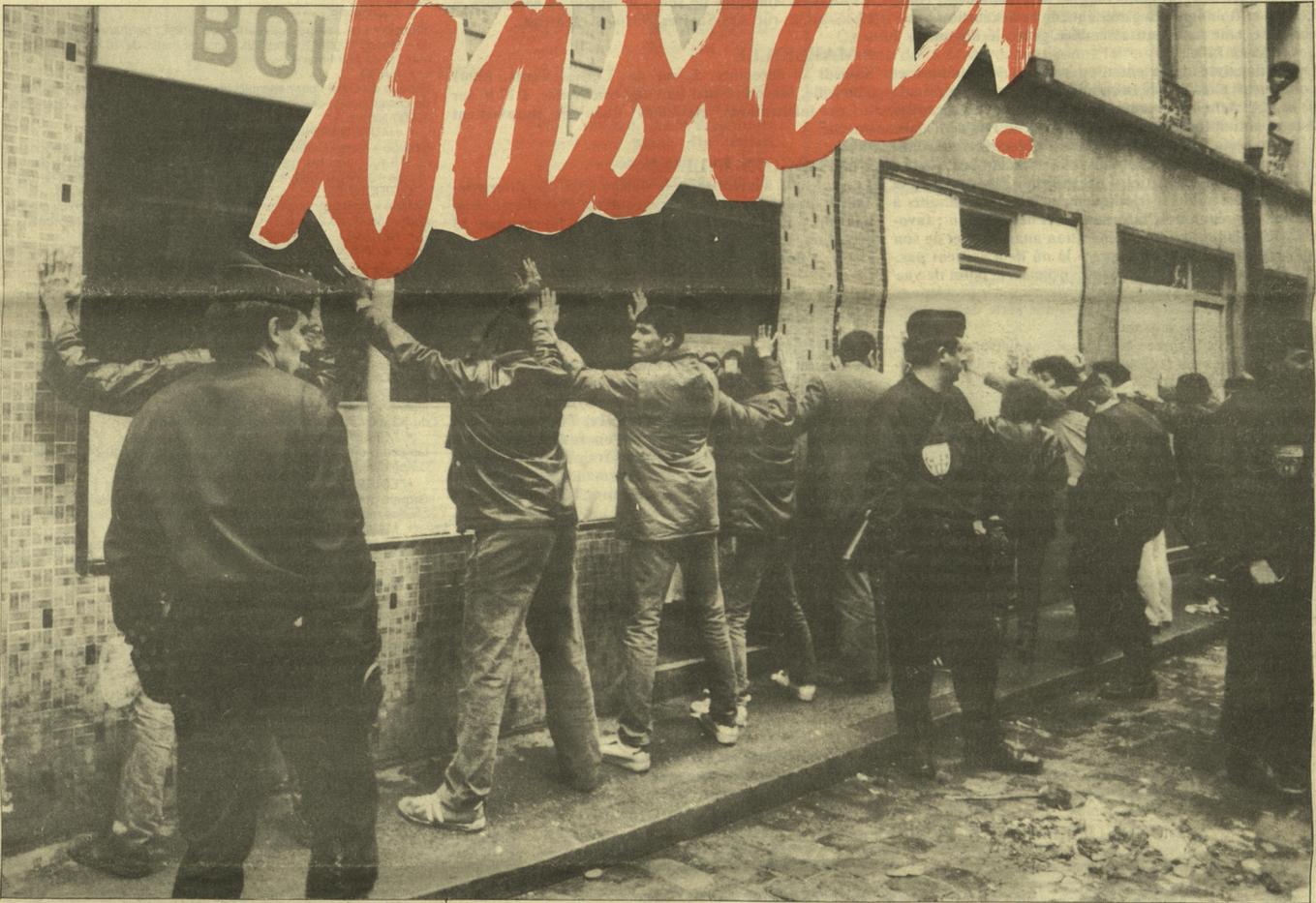
Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°596 JEUDI 5 DÉCEMBRE 1985 8,00 F

RACISME

Basta!



SANTÉ

Austérité et rentabilité sont les maîtres mots de la réforme.

PAGE 4

HANDICAPÉS

Non à la ségrégation et aux centres d'ateliers protégés.

PAGE 6

MINEURS ANGLAIS

Il faut briser le mur du silence qui entoure les emprisonnés.

PAGE 8

F°P. 2520

communiqués débats

• ANGERS

Le groupe d'Angers reprend ses émissions sur Radio-Gribouille (94.8 MHz). Le dernier mardi de chaque mois, une nouvelle émission sur Radio-Gribouille : « La Mémoire sociale ». Les prochaines émissions auront pour thèmes : la révolution espagnole (2 émissions), les débuts du syndicalisme en France, la pédagogie libertaire. Émissions réalisées par Patrick.

• ARGENTEUIL

Le groupe Kropotkine tient permanence tous les 2^e et 4^e samedi du mois, de 15 h à 18 h 30, au local : 32, rue Ary-Sheffer, 95100 Argenteuil.

• BOURGES

Un groupe anarchiste se constitue sur Bourges et sa région. Pour tout contact, écrire aux relations intérieures qui transmettront.

• TARN

La liaison du Tarn reprend ses ventes du « Monde libertaire » tous les samedis, de 10 h à 12 h, au marché couvert d'Albi.

• RAMBOUILLET

Le groupe Georges-Brassens vient de se constituer sur Rambouillet et sa région. Toutes les personnes intéressées sont invitées à prendre contact avec les relations intérieures qui transmettront.

• NORD/PAS-DE-CALAIS

A l'initiative des groupes et liaisons de Lille, Douai, Dunkerque et Boulogne, des militants de la Fédération anarchiste se sont réunis en assemblée générale dimanche 7 novembre à Lille.

Outre l'analyse de la situation sociale, économique et politique, il a été décidé la création d'une union régionale de la F.A. Afin de promouvoir une alternative anticapitaliste et anti-autoritaire dans le Nord et le Pas-de-Calais. L'union régionale s'est fixée quatre objectifs : coordonner l'action des groupes et liaisons existants ; participer à l'élaboration d'un projet d'organisation libertaire de la société ; rassembler périodiquement les sympathisants à travers des réunions d'information et de réflexion ; favoriser l'implantation de la Fédération anarchiste et de son journal « Le Monde libertaire » là où ils n'existent pas. D'autre part, l'union régionale exprimera le point de vue et les propositions anarchistes à l'occasion des prochaines élections législatives par le biais d'une série de meetings dans le Nord/Pas-de-Calais.

Pour tout contact avec les groupes et liaisons de Lille, Douai, Dunkerque et Boulogne, écrire aux relations intérieures qui transmettront.

• POITIERS

Le groupe Berkman rappelle qu'il anime tous les mercredis, de 13 h à 14 h, l'émission « Cactus » sur Forum-90. D'autre part, le groupe a annulé ses permanences à la Maison du Puits-de-la-Caille ; celle-ci auront, temporairement, lieu durant la tenue de la table de presse tous les dimanches, de 10 h à 12 h 30, au marché de la Z.U.P.

• SAINT-MALO

Une liaison est en formation sur Saint-Malo. Les personnes habitant la région et qui désirent agir pour la propagation des idées libertaires sur Saint-Malo peuvent la contacter par l'intermédiaire des relations intérieures qui transmettront.

• LILLE

Vendredi 6 décembre, la « Voix sans maître » recevra de 21 h à 23 h un instituteur travaillant en école ouverte (émission sur Radio-Campus, 99.6 MHz, tél. : 20.91.24.00).

Dimanche 15 décembre, de 11 h à 13 h, cette même personne animera une rencontre autour de « La limace bleue, une école de la vie », livre paru dernièrement aux éditions La Découverte, à la librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesde, 59000 Lille (métro Wazemmes, tél. : 20.57.37.06). Un pot sera offert à cette occasion pour le premier anniversaire de l'Idée libre. Les lecteurs du « Monde libertaire » sont chaleureusement invités.

• MOULINS

Le groupe de Moulin organise des meetings sur le thème « Le vote est une délégation de pouvoir ! Que vous reste-t-il ? » le mardi 10 décembre, à 20 h 30, à la salle municipale des Eduens à Nevers ; le vendredi 13 décembre, à 20 h 30, salle Justice et Paix à Cusset ; et le vendredi 20 décembre, à 20 h 30, salle Robert-Lebourg, rue de la Presse, à Montluçon.

• ANGERS

Le groupe Elisée-Reclus organise à Angers le jeudi 12 décembre, à 20 h 30, au Centre d'animation de la Doutre (43, place Grégoire-Bordillon), une conférence-débat : « Cent cinquante ans d'anarchisme ».

• ARGENTEUIL

Le groupe Kropotkine organise un colloque sur le thème « Luites en Amérique du sud » le samedi 14 décembre, à 15 h, au 32, rue Ary-Sheffer, 95100 Argenteuil.

• MARSEILLE

Samedi 14 décembre, 5, rue des Convalescents, 13001 Marseille, Marc Prévotet fera une conférence, à 17 h, sur « Les infiltrations cléricales dans le mouvement ouvrier ».

• BOURGOIN-JALLIEU

Le collectif anarchiste et la liaison F.A. de Bourgoin-Jallieu organisent une conférence-débat avec Pierre Martial sur « Pacifisme et Pays de l'est » le vendredi 13 décembre, à 20 h 30, à la Maison de quartier de Champ-Fleuri, à Bourgoin-Jallieu.

éditions

• BADGES

Le groupe Région toulonnaise diffuse des badges (5 F pièce, 4 F à partir de 10 ex.) représentant un « A cerclé », un drapeau noir, Makhno, un symbole anarcho-syndicaliste, et une broche (10 F pièce, 7 F à partir de 10 ex.) figurant deux mains brisant un fusil. Prévoir une majoration de 10% en sus pour les frais de port (chèques à l'ordre de Bruno Nappi). Commandes à adresser : C.E.C.L., Immeuble Lamer, rue Montebello, 83000 Toulon.

• « LA FEUILLE »

Un nouveau numéro de « La Feuille », éditée par le groupe de Paris-15^e, vient de paraître contre l'apartheid. On peut se le procurer gratuitement à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris 11^e.

• BADGES

Le groupe Sacco-Vanzetti vient d'éditer deux badges (diamètre 38 mm). L'un à propos de la religion (fond violet), et l'autre sur la course aux armements (fond jaune).

Ces deux badges sont disponibles à la librairie du Monde libertaire au prix de 6 F. Pour diffusion, vous pouvez contacter le groupe (1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles).

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes F.A. — PAGE 3 : Les immigrés et les politiciens, Manifestation anti-apartheid à Bordeaux, Editorial, Quatrième rencontre libertaire du XI^e — PAGE 4 : Un centre de santé en danger, E.D.F. se mobilise, En Bref, La casse du statut hospitalier — PAGE 5 : Rencontre internationale des communistes, Procès d'un insoumis au Havre, Projets énergétiques en Corse, Nice : une ville insupportable — PAGE 6 : Colloque de l'Unesco sur les handicapés, Radios et télé libres, Humanisation des prisons — PAGE 7 : A propos de Murray Bookchin — PAGE 8 : L'aide d'urgence à la Colombie, Les mineurs anglais toujours réprimés, Liban : la guerre toujours aussi banale — PAGE 9 : Informations internationales — PAGE 10 : Henri Poullaille et la littérature prolétarienne — PAGE 11 : Anarcho-punks : nouvelles du front, Notes de lecture, Programme de Radio-Libertaire — PAGE 12 : Bourse : la température monte, 42^e congrès de la C.G.T.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^e République)
Tél. : 805.34.08

liste des permanences des groupes f.a.

PROVINCE

• AINSE

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (23) 80.17.09.

• ARDECHE

Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

• BOUCHES-DU-RHÔNE

Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).

• CHARENTES-MARITIMES

Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n° 2, rue de la Touche Tréville, 17300 Rochefort.

• CÔTES-DU-NORD

Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».

• FINISTÈRE

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h 30 à 12 h au marché de Saint-Martin.

• GARD

Groupe du Gard : permanences les premiers et troisièmes mercredis de chaque mois, de 17 h à 19 h à l'A.G.D.I.R., 16, rue des Orangers, 30000 Nîmes.

• HAUTE-GARONNE

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

• GIRONDE

Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque jeudi, de 20 h à 21 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

• HÉRAULT

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

• ILLE-ET-VILAINE

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

• INDRE-ET-LOIRE

Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le mercredi (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

• LOIRE

Groupe « Nestor-Makno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois à partir de 19 h, salle 15 bis CNT-AIT-LP, Bourse du travail, cours Victor Hugo, 42000 Saint-Etienne.

• LOIR-ET-CHER

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, apt. 57, Blois, tél. : 74.26.02.

• LOIRE-ATLANTIQUE

Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffault, Nantes.

• MAINE-ET-LOIRE

Groupe d'Angers : permanences le 1^{er} et 3^e vendredi de chaque mois, de 18 h à 19 h, au C.A.D. (Centre d'animation de la Doutre), 43, place Grégoire Bodillon, Angers.

• MANCHE

Groupe de Cherbourg : permanences tous les mardis de 18 h 30 à 20 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

• NORD

Groupe de Lille : permanences tous les dimanches, de 10 h 30 à 13 h, à la librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesde, 59000 Lille (métro Wazemmes), tél. : (20) 57.37.06.

• PYRÉNÉES-ORIENTALES

Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les 1^{er} dimanches du mois, au Marché aux Puces de Perpignan (table de presse).

• SARTHE

Groupe « Zo-d'Axa » du Mans : permanences tous les seconds et troisièmes jeudis de chaque mois, de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, rue d'Arcole, Le Mans.

• SEINE-MARITIME

Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 15 h à 17 h, au 24, rue de Croshes, à Rouen.

• SOMME

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 h à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. « Germinal », c/o B.P. n° 7, 80330 Longueau.

• VAR

Groupe « Région toulonnaise » : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaires, cercle Jean-Rostand, rue Montebello, Toulon.

• VIENNE

Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les mercredis, de 17 h à 19 h, à la Maison du Puits de la Caille, 36, rue Saint-Symphorien, Poitiers.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

| TARIF | France | Sous pli. fermé | Etranger |
|--------------|--------|-----------------|----------|
| 3 mois 13 n° | 85 F | 95 F | 120 F |
| 6 mois 25 n° | 155 F | 180 F | 230 F |
| 1 an 50 n° | 300 F | 335 F | 420 F |

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque Languere Mandat-lettre Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

ctions inté-
publique)

19 h à 20 h,
000 Laon, tél. :

17 h, au 11.
Réformés ou

dis de 20 h 30
a Touche Tré-

dis de 10 h à
e du « Monde

ces et ventes
30 à 12 h au

es mercredis
es Orangers,

ns les locaux
et le diman-
Saint-Sernin.

ce du groupe
0 Bordeaux.

18 h sur les

n, à la M.J.C.

credi (sauf
all d'accueil
e de presse.

le premier
-LP, Bourse

ue Jean-de-

es lundis de
ult, Nantes.

aque mois,
, 43, place

h 30 à 20 h,

h 30 à 13 h,
ille (métro

1^{er} diman-
de presse).

nds et qua-
des asso-

h à 17 h.

20 h, salle
longueau.

h, au Cen-
ue Monté-

redits, de
mplicien,

11^e

9^e

S.O.S.-Intellos Où sont les immigrés ?

LE mouvement S.O.S.-Racisme a bien compris quelle est la meilleure façon d'occuper les médias, après le rassemblement réussi de la Concorde en juin ; en quelle sorte pour le plaisir, le dimanche 24 novembre, S.O.S.-Racisme rassemblait les intellos de service pour montrer qu'il sait être sérieux.

Et tous les intellos, principalement de gauche, d'y aller de leur laïus, jugeant le racisme par rapport à leurs recherches ou ce qui leur tient le plus à cœur. Albert Jacquart, par exemple, a parlé en généticien : « *généti- quement, la notion de race n'existe pas. Si vous voulez des arguments racistes, demandez-les au Bon Dieu mais pas à la*

science ». Des propos somme toute sympathiques, mais qui occultent le point de vue social, et ça c'est embêtant.

Autrement, le débat planait assez haut, ou carrément très bas. On entendait d'un côté Jacques Alain Miller, psychanalyste lacanien, délirer sur le « *racisme (qui) est une tentative de s'orienter dans le champ de la jouissance ; c'est une haine de la jouissance et de ce qu'on imagine de cette jouissance* » (sic) ; et de l'autre, des gens comme Yvan Levai et Dominique Jamet, qui ne sont pas à proprement parler connus pour être des antiracistes combattifs, faisant leur méa-culpa, du genre : « *si les idées racistes se propa- gent c'est parce que nous avons*

laissé la parole à Le Pen ». On a même pu caser le S.I.D.A. dans les interventions (!).

Bref, c'était à qui viendrait afficher son antiracisme. Le problème principal, et il est de taille, pas un seul Arabe n'est passé à la tribune (serait-ce qu'ils n'ont pas de « connaissances suffisantes » pour parler d'eux ?). Dans la salle non plus, on ne peut pas dire que les immigrés étaient légion ; à quelques exceptions près, comme l'universitaire Samir Mair qui a lancé à la tribune : « *Il n'y a qu'une seule manière de lutter contre le racisme : ce n'est pas de parler au nom des victimes mais de leur donner des droits* », ou cet autre qui ajouta : « *J'en ai assez de n'entendre parler des immigrés que sous l'angle du racisme, de la morale et du fait divers. J'habite une H.L.M. de banlieue. Nous avons les mêmes problèmes que les Français, les mêmes problèmes d'insécurité et pas de bus après 21 h.* »

S.O.S.-Intellos parlait « pour » les immigrés, la parole était capturée (sauf exceptions citées plus haut). On parlait d'eux comme de bêtes curieuses, comme d'animaux en voie de disparition, juste du point de vue théorique. Mais que voulez-vous, on ne peut pas mélanger les torchons avec les serviettes, les savants avec les O.S. Il vaut mieux concevoir les immigrés comme un cas de figure, une image théorique, ça dérange moins.

Cette réunion servait également à remettre S.O.S.-Racisme sur le devant de la scène, et à Harlem Désir de jouer la star de l'antiracisme. De ce fait, les médias ne parlent plus que de S.O.S.-Racisme, les autres associations d'immigrés, déjà mal en point — suite aux agissements médiatiques de S.O.S.-Racisme —, se retrouvent carrément rejetées.

Au moment où deux marches de Beurs traversent la France, affichant des points de vue différents, cette réunion n'est pas innocente. Il est certain que les médias parleront plus de la marche de S.O.S.-Racisme arrivant à Paris le 7 décembre que de celle des Beurs, plus dans l'esprit de Convergence 84, arrivée à Paris le 30 novembre.

A jouer à « plus antiraciste que moi, tu meurs », S.O.S.-Racisme, avec son image « sympa » (badge, publicité

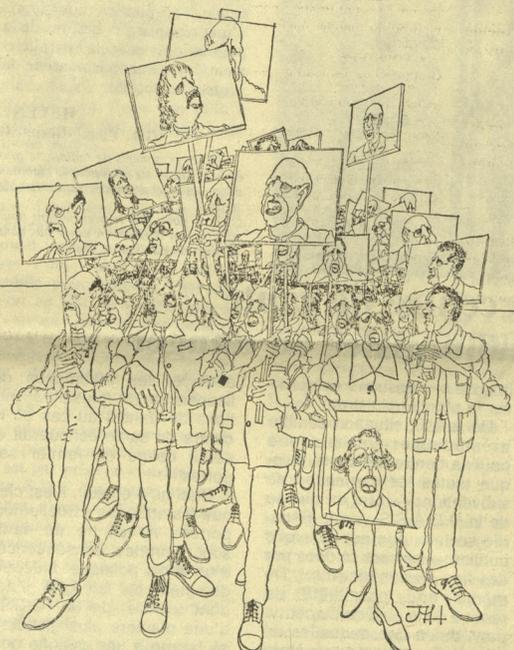
Editorial

CERTAINS sont déjà arrivés à Paris, d'autres sont sur le point d'y parvenir. Le nombre respectif des participants à chacune des deux manifestations « pour l'égalité des droits », « contre le racisme », nous importe peu. Ce qui nous paraît important en revanche, c'est le chemin parcouru depuis la marche des Minguettes et qui, passant par Convergence 84, débouche aujourd'hui sur un mouvement divisé par des luttes intestines, des ambitions personnelles qui dissimulent mal la récupération politique.

Aujourd'hui, racisme et immigration ne sont plus qu'un enjeu dans l'empoignade politicienne ; préjugés et slogans prenant le pas de part et d'autre sur la réalité sociale. Face à une droite extrémiste, nulle en économie, mais habile à manier la connerie humaine par la démagogie ; face à une droite classique, dont on sait ce qu'elle vaut pour avoir supporté ses magouilles et sa hargne pendant vingt ans et qui n'hésite pas — tout en se démarquant de Le Pen — à reprendre ses mots d'ordre, la gauche semble animée en théorie des meilleures intentions humanistes. De fait, elle applique une politique de répression et de ségrégation (logement-ghetto, contrôle au faciès, camps de rétention, etc.).

Quant aux remèdes à apporter aux problèmes de l'immigration, Chirac et Fabius semblent en parfait accord. L'art de la gauche de jouer sur tous les tableaux lui permet de se servir du repoussoir Le Pen pour faire l'unité autour d'elle en présentant sa politique de l'immigration comme un coupe-feu de celle de la droite, de chercher aussi à manipuler les mouvements issus de l'immigration.

Comme si les galas de S.O.S.-Racisme, financés par le ministère de la Culture, pouvaient faire oublier la cinquantaine d'immigrés abattus depuis quatre ans par les flics du ministère de l'Intérieur. De plus en plus nombreux, les jeunes immigrés dénoncent ces manœuvres et refusent l'impasse où on veut les conduire. Ils sentent bien qu'en l'absence d'une société d'égalité économique, slogans et intentions humanistes ne sont qu'hypocrisie.



Manifestation contre l'apartheid à Bordeaux

ENVIROn 500 personnes ont répondu à l'appel du comité anti-apartheid de Bordeaux, le mardi 26 novembre pour protester contre la violence raciste du gouvernement sud-africain. Cinq cent personnes, c'est peu, et pourtant c'est déjà bien lorsqu'on connaît la difficulté de mobiliser les Bordelais sur ce genre de problème.

Partant de la place de la Victoire, en passant par la luxuriante rue Sainte-Catherine, pour arriver au Grand Théâtre, la manifestation s'est déroulée sans incident. Il faut dire que le maître-maire de la ville, Chaban-Delmas, avait fait ce qu'il fallait pour éviter tout débordement. Encadrés par un bon nombre de policiers rajeunis par leur uniforme new-look (merci Pierre !), nous avions tout juste la possibilité de nous mouvoir.

Quelques drapeaux noirs ont flotté dans le ciel bordelais ce jour-là, montrant une fois de plus que les anarchistes sont toujours présents lorsqu'il s'agit de redonner aux hommes leur dignité d'homme. Qu'ils soient Noirs, Jaunes ou Blancs. Nous n'oublions pas cependant que ce qui se passe en Afrique du Sud n'est qu'une absurdité de plus engendrée par un système socio-économique basé sur le profit et l'exploitation. Système qui sévit à l'échelle de toute la planète et contre lequel nous nous battons sans répit.

GR. BUENAVENTURA-DURRUTI

cool...), veut rester la seule association antiraciste, semblant dire que sur ce terrain il n'y a qu'une seule place. Le combat antiraciste, de ce fait, va se trouver déradicalisé, se limitant à des interventions spectaculaires et non axées sur le terrain social. Et les immigrés dans tout ça ?

JEAN-PIERRE LEVARAY

Quatrième rencontre libertaire du XI^e arrondissement

« **C**ONTRE le racisme, pour l'égalité. Entraïde ! » Le slogan d'une affiche de la Fédération anarchiste qui fut apposée sur les murs de Paris et des villes de France a été l'un des thèmes majeurs de ces quatrième rencontres libertaires du XI^e, coorganisées cette année par le groupe Pierre-Besnard et le groupe libertaire du XI^e. Deux cent cinquante personnes, informées par tracts, par le

Monde libertaire et par Radio-Libertaire, étaient présentes. Un succès pour cette fête de quartier, moment privilégié pour les anarchistes de pouvoir être confrontés aux idées, questions de leurs amis, sympathisants et contradicteurs.

Une après-midi à discuter autour d'un verre, à écouter un chanteur populaire comme Gilles Servat (dont le public reprit les chansons en cœur) ou décou-

vrir l'accordéon de Christian Paccoud qui fit l'unanimité !

A Paris, ce même jour, une autre réunion convoquée par S.O.S.-Racisme réunissait des intellectuels sous les feux des médias... Pas de journalistes aux 4^e Rencontres libertaires du XI^e ! Là, il n'y avait ni intellectuels ni vedettes de l'antiracisme. Cet antiracisme-là qui fait le jeu du pouvoir.

GR. PARIS-XI^e

en bref... en bref...

• Une permanence santé-femmes a été ouverte au local de la Maison ouverte, 21, rue Cujas, Paris 5^e. Ces permanences se tiennent les 1^{er} et 3^e lundis de chaque mois, à 19 h 30.

• La C.N.T. parisienne organise le samedi 14 décembre à 20 h une soirée d'information sur le Nicaragua. Cette soirée, avec diaporama, se déroulera au 33, rue des Vignoles, Paris 20^e (métro Avron ou Buzenval).

• Le C.O.T. d'Albi (Collectif d'objecteurs tarnais) met à la disposition des antimilitaristes du matériel de propagande contre l'armée ou sur l'armée. Pour leur commander ce matériel (vidéo, diaporama, album, etc.), écrire à C.O.T., B.P. 229, 81006 Albi cedex.

• « Pas de drapeaux nationaux, pas de Marseillaise, pas d'uniforme, pas de médailles... le 11 novembre doit être un jour anti-guerre ! » C'est pour avoir osé exprimer ce point de vue que des militants de l'Union pacifiste de France se sont vus arracher des mains la banderole qu'ils venaient de déployer sur la grand-place de Valenciennes (Nord), le matin du 11 novembre. Pellicule photo confisquée, menottes aux poignets, cinq heures de garde-à-vue et fichage pour tout le monde...

Enfin, une plainte a été déposée par le commissaire auprès du Parquet de Valenciennes pour « insultes à l'armée ».

• Yves Le Bonniec a été condamné à 10 000 F de dommages et intérêts (procès du livre « Suicide, mode d'emploi »). Ce qui prouve qu'il est considéré comme coupable. Coupable d'avoir transmis par courrier des infos se trouvant dans le livre. On va tout doucement vers une criminalisation du suicide. Yves Le Bonniec a fait appel.

Bientôt la période des fêtes de fin d'année... et des cadeaux. Pour vos livres, disques, bandes dessinées, n'oubliez pas la librairie du Monde libertaire. Vous pouvez également passer commande, si disponibilité la livraison sera rapide.

E.D.F. : branchée sur C.G.T.

A l'heure où vous lirez ces lignes, on saura si les actions prévues par la C.G.T. dans la liasse de Montreuil auront fait du 3 décembre une « grande journée nationale d'action ». Une nouvelle grève presse-bouton comme la C.G.T. en a le secret pour appliquer la théorie sortie du 42^e congrès (ou de la place du Colonel-Fabien ?) ou la concrétisation organisationnelle d'un mécontentement réel ? L'éternelle question est à nouveau sur le tapis.

Pourtant à E.D.F. (bastion décrié de la « syndicratic »), les raisons de la mobilisation ne manquent pas et ça chauffe dans le Sud-Est où des travailleurs de l'E.D.F. sont en grève à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T. A l'origine : des sanctions infligées à dix-huit militants C.G.T. (des centrales nucléaires du Tricastin et de Cruas, et thermique de Martigues et Aramon) « coupables » d'avoir fait grève le 24 octobre dernier, lors de la dernière journée nationale d'action C.G.T.

Depuis plus d'une semaine, le mouvement d'abord limité au groupe de production thermique (G.R.P.T. Méditerranée) s'est étendu à d'autres régions, avec notamment des débrayages à Artix, Arjuzax, Ambès, Albi, Saint-Ouen et Vitry. En dehors de l'atteinte aux libertés syndicales, les motifs de mécontentement ne manquent pas : pénurie d'effectifs, environ 5% de baisse du pouvoir d'achat en trois ans... Mais une grève « journée nationale d'action » est-elle la bonne réponse.

F. BERNARD

La casse du statut des hospitaliers

PEU de manifestants devant l'Assemblée nationale, le jeudi 28 novembre, et pourtant l'enthousiasme ne manquait pas à ceux venus exprimer leur mécontentement et leur inquiétude face à leur futur statut, qui devrait être adopté par l'assemblée le 10 décembre : un millier pour six cent trente mille agents hospitaliers.

Le statut des hospitaliers publics devrait être défini par le titre IV, dernier titre de la réforme de la fonction publique, réforme entreprise depuis 1981 : il fait suite à celui appliqué depuis 30 ans appelé Livre IX du code de la santé publique.

Reprenant la majorité des dispositions actuelles, il apporte bien peu d'améliorations si ce n'est le congé bonifié accordé aux agents originaires des D.O.M.-T.O.M., ou bien la possibilité de postuler à des emplois dans d'autres administrations. Ne prenant pas en compte la santé privée, pourtant participant par un grand nombre d'établissements au service public, la réforme du statut maintient le système infantile de notation, ne prévoit aucun repos compensateur pour rayons ionisants (1), pas plus que l'intégration des primes au salaire ou que le 13^e mois, revendications ayant soulevé en leur temps de grands mouvements.

Dans un contexte de généralisation du budget global (abolissant le prix de journée), de départementalisation et de décentralisation, et (en application des orientations du IX^e plan) de suppression de milliers de lits, la fonction hospitalière

n'échappe pas à la flexibilité de l'emploi ni aux pressions pour la déréglementation du travail. Ainsi le titre IV permettra :

- un recours accru aux contractuels, notamment quand la nature des fonctions ou les besoins du service le justifient ;
- une embauche directe à temps partiel, et non pas réservation du temps partiel au personnel assurant un temps plein ;
- une mobilité ouverte des postes et des personnels, d'une part, entre les trois fonctions publiques (d'Etat, territoriale et hospitalière), et d'autre part au sein d'une même région ou de région à région ;
- un recours au licenciement, en particulier l'introduction de la

notion de licenciement économique, largement aggravée par la mobilité et le recours aux contractuels (2).

Déjà une première manifestation, lors du vote au Sénat le 13 novembre, avait rassemblé quelques 600 agents. La mobilisation, malgré les dangers majeurs sur l'emploi, avance à petits pas, les fédérations syndicales ne soutenant pas : seule la fédération C.F.T.C. avait déposé un préavis de grève nationale pour le 28 novembre.

Cette seconde manifestation, à l'appel de la coordination des manipulateurs radio, de la C.F.T.C. donc, de la C.F.D.T.-Santé de la région parisienne et de collectifs unitaires (C.G.T., C.F.D.T., F.O.) locaux, consti-

tue pour les personnels en grève un élément minime de mobilisation. Cependant, il semblerait qu'une manifestation plus large (la C.G.T. appelant) soit envisagée lors du vote définitif, en seconde lecture, à l'Assemblée nationale (9 ou 10 décembre). Seuls, les élus communistes ont reçu les manifestants et se sont engagés à présenter un amendement corrigeant la classification des secrétaires médicales. Tant à l'assemblée qu'au Sénat, ils avaient tenté de minimiser la casse du statut par des amendements (bien que primitivement, ils avaient contribué à l'élaboration de la réforme).

Au-delà de la maîtrise des coûts sanitaires et sociaux, la réforme du statut s'inscrit pleinement dans le contexte d'austérité qui vise à rentabiliser le secteur hospitalier au mépris d'une réponse aux besoins de la population, et cela parallèlement au démantèlement de la protection sociale.

HÉLÈNE
(Gr. Pierre-Besnard)

(1) Les personnels de radiologie sont en lutte depuis six mois pour le maintien de ce repos et son intégration dans le statut.

(2) A noter que le licenciement pour suppression d'emploi n'existe pas dans la fonction publique d'Etat.

Le centre de santé des métallurgistes en danger

D'ICI la fin de l'année, le centre de santé des métallurgistes (Paris 11^e) sera vraisemblablement amené à fermer ses portes et à licencier la totalité du personnel, soit environ 25 employés administratifs et 25 médecins.

Le centre faisait partie, jusqu'en décembre 1984, de l'hôpital P. Rouques (1) fondé avant la guerre par des militants C.G.T. de la métallurgie et qui comprenait également un centre chirurgical, un service d'urgences, et une maternité. Cette dernière était plus connue sous le nom de Clinique des Bleuets ; elle avait contribué à « importer » d'U.R.S.S. la technique de l'accouchement sans douleur.

Depuis le 1^{er} janvier 1985, avec le passage du fonctionnement en prix de journée au fonctionnement en « enveloppe globale » (concernant tous les hôpitaux de l'Assistance publique), la D.D.A.S.S. (2) et la Sécurité sociale ont imposé la séparation juridique et financière de l'hôpital avec d'une part les lits hospitaliers et les consultations attenantes (chirurgie et urgences) et, d'autre part, le centre de santé fonctionnant de ce fait d'une manière autonome et sans subventions. Dès lors, il devenait prévisible que des difficultés de fonctionnement allaient rapidement se poser pour le centre avec un budget difficilement équilibrable. Ne serait-ce que par la gestion du tiers-payant qui permet aux assurés sociaux de ne payer que 25% de la consultation et des actes médicaux, mais qui de fait

impose une gestion très lourde sur le plan administratif.

De fait, la situation semble irrémédiablement bloquée pour le centre de santé puisque toutes les demandes de subventions — tant au niveau de la D.D.A.S.S., de la Sécurité sociale, que des pouvoirs publics — se sont soldées par des fins de non-recevoir... De même une possibilité de reprise de la gestion du centre par l'Union des mutuelles de l'Ile-de-France se révélera également impossible, puisque celle-ci pose comme condition *sine qua non* à cette reprise que le déficit structurel de base (1,5 million de francs) soit entièrement repris et subventionné au moins sur trois ans.

Quant à la D.D.A.S.S., il est quelque peu curieux de constater qu'elle se refuse à accorder cette subvention, alors qu'elle s'est engagée par écrit

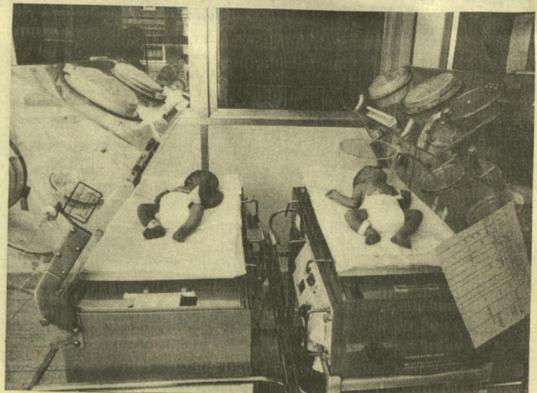
à payer les indemnités de licenciements (plusieurs millions de francs) au cas où le centre de santé échouerait et serait obligé de fermer ses portes !

Quoi qu'il en soit, il est clair que les attaques actuellement portées au centre de santé sont bien les conséquences d'un choix politique. Indépendamment du fait qu'il s'agit d'un centre de la C.G.T., d'une manière plus globale il se heurte à une optique gouvernementale qui touche tous les autres centres de santé ou dispensaires fonctionnant de façon autonome (3). L.F.

(1) Clinique à l'origine privée, elle est depuis 1978 à participation au service public.

(2) Direction départementale de l'action sanitaire et sociale.

(3) Le dispensaire Cervantes, entre autres, situé également dans le 11^e arrondissement et accueillant essentiellement des Espagnols, a été amené aussi à fermer ses portes il y a deux ans.



CORSE

Je te tiens par un câble !

L'ETAT orchestre en Corse une politique déterminée d'assistance. Cette politique s'oppose à tous les niveaux, on refuse délibérément au peuple corse les moyens de l'émancipation économique. L'étude de la question de l'énergie exprime, au même titre que d'autres sujets, la démarche colonialiste de l'Etat français.

E.D.F. impose dans les années 70 les centrales thermiques à fuel lourd : une pour la Corse du sud (le Vazzio), une pour la Haute-Corse (Lucciana). Ces centrales sont polluantes, celle d'Ajaccio en particulier, installée dans un site protégé des vents par les montagnes, arrose de ses fumées reconnues nocives la vallée de la Gravone.

Alors que le prix du KWh produit par l'énergie hydro-électrique revient à 0,16 F, le prix du KWh thermique coûte 1 franc. Cette différence de prix de revient explique le déficit en 1984, de 380 millions de francs, d'E.D.F. en Corse (le déficit total est de 900 millions cette même année).

Pourquoi E.D.F. pratique-t-elle avec entêtement cette politique financière ruineuse ? Les centrales thermiques à fuel lourd installées en Corse n'ont pas l'objet d'être un service public pour celle-ci ; elles servent en fait de vitrine pour la vente aux pays du tiers monde. Parce qu'elles ont l'avantage de maintenir la Corse dans un état de dépendance énergétique, l'Etat laisse le champ libre à E.D.F. La décision de geler un certain nombre de moteurs arrêtée par l'Assemblée de Corse n'est pas prise en considération par E.D.F. qui passe outre. Il fallut l'action d'un « groupe organisé » à Ajaccio, le 1er novembre 1984, pour faire retourner à la mer et par le fond le sixième rotor qui allait être débarqué dans la plus grande clandestinité !

Les Assises de l'énergie de 1983-1984 réunissant toutes les

composantes politiques et économiques de l'île, y compris E.D.F. et la C.G.T., ont recensé les grandes possibilités énergétiques naturelles de la Corse : hydro-électricité, solaire, biomasse, etc.

En avril 1985, l'Assemblée de Corse à l'unanimité opte pour la construction de sept barrages en montagne permettant d'irriguer autant de vallées et de produire de l'énergie hydro-électrique à bon marché. Rappelons que la Corse, grâce à son relief et à sa végétation, est un château d'eau, le seul en Méditerranée. Pour exemple, malgré la sécheresse exceptionnelle de cette année, les villes n'ont pas connu de coupures d'eau.



de faire en Angleterre avec la réalisation en cours du câble I.F.A. (interconnexion France-Angleterre).

L'Assemblée de Corse rejette à l'unanimité — chose peu ordinaire — ce projet étatique contraire à ses orientations et s'appuie sur l'art. 22 du statut particulier qui lui donne un pouvoir réel en matière de politique énergétique. Les limites de l'autonomie octroyée dans le cadre du statut particulier apparaissent nettement au regard du choix imposé à la Corse, des centrales thermiques à fuel lourd, puis de la décision arbitraire communiquée par Defferre (le père de la décentralisation) d'imposer l'énergie nucléaire au travers du câble I.C.O.

Le Comité anti-Vazzio, qui regroupe 46 organisations et qui se bat depuis six ans pour le développement des énergies nouvelles en Corse, a lancé une campagne contre la politique d'E.D.F. qui vise à étrangler un peu plus la Corse. Temps fort de cette campagne, une manifestation a eu lieu à Ajaccio le 30 novembre...

FRED ANTONI (Ajaccio)

Pour la seconde fois au cours de la décennie, et sur le même thème de l'énergie, l'Etat va porter un nouveau coup à la possibilité d'indépendance énergétique et donc de développement autocentré agricole, touristique et industriel de la Corse. E.D.F. lance le projet d'un câble Italie-Corse (cable I.C.O.) devant alimenter la Corse en énergie nucléaire, absorbant ainsi une partie de sa surproduction, maintenant de fait la dépendance économique et faisant toujours plus de la Corse une zone de consommation.

L'intérêt de ce câble passant par l'Italie n'est pas à négliger car il permet à E.D.F. de renforcer sa politique d'ouverture sur le marché italien. Opération équivalente à celle qu'elle tente



Rencontre internationale des communautés

CETTE année, c'est en Haute-Loire que se sont déroulées les rencontres internationales des communautés. L'organisation de ces journées était sous la responsabilité du Collectif réseau alternatif (C.R.A.) qui regroupe une vingtaine de lieux de vie.

Plus de 120 personnes sont venues de tous les coins du monde (Europe, Israël, Etats-Unis, Canada) pour confronter leurs expériences. Comme lors des rencontres des années passées, les participants ont pu présenter leur communauté en insistant sur ce qui en fait l'originalité.

D'autre part les débats de fond, qui se sont déroulés sous forme de commissions, ont porté sur l'économie (Quelle autogestion et comment ?), le domaine politique (Quels rapports avec les pouvoirs à l'intérieur de la communauté et à l'extérieur ?) et social (Quels rapports entre les individus ?).

Sur le plan économique, il y a en fait trois types d'organisation. On rencontre les habitats autogérés où une partie seulement des revenus est versée dans une caisse commune. Dans d'autres communautés, le travail se fait en commun. Il y a donc une caisse où chacun prend selon ses besoins. Enfin, il existe celles où la distribution de l'argent de la caisse commune est définie en assemblée générale.

Suivant l'acceptation dans le public et l'ampleur des réalisations communautaires, les relations avec le pouvoir politique peuvent énormément différer. Au Danemark, une partie importante de la population est investie dans les pratiques alternatives. Il existe même une banque pour les communautés. Le pouvoir politique laisse faire. En France, où la pratique alternative est peu développée, les lieux de vie du C.R.A. sont tou-



jours en butte à la répression. En Allemagne, des membres de la communauté Indienar, qui luttent pour les droits des mineurs, ont été inculpés.

Ce n'est pas parce que nous vivons en communauté que tous les problèmes sont résolus. Pour preuve, au cours de ces rencontres, des femmes se sont réunies pour dénoncer le pouvoir des hommes au sein même des communautés. Par ailleurs, il nous a été présenté le cas d'une expérience italienne rassemblant plus de cent personnes où un gourou a réellement tout le pouvoir en main, recréant ainsi toutes les aliénations que nous combattons.

En France, on note une transformation des communautés. Celles qui avaient débuté en 1968 ont évolué vers un tissu plus lâche constitué par la région communautaire. Chaque famille est autosuffisante, mais la vie collective reste intense : anniversaires, fêtes, voyages en commun, coopératives de bouffe bio, orchestre de rock, associations culturelles, etc.

Après cette rencontre, le mouvement des communautés en France sera-t-il plus solidaire ? Peut être va-t-il naître un projet de banque alternative ? Rendez-vous en Allemagne, l'année prochaine...

PAULO Les Carboneras, C.R.A.

Nice : une ville insupportable !

DANS cette préfecture des Alpes-Maritimes, habitée par plus de quatre cents mille individus et dirigée autoritairement par la famille Médecin depuis 1928, il existait quelques oasis où les libertaires et autres militants révolutionnaires pouvaient se réunir et se documenter sans crainte.

Malheureusement, les Maisons de la culture ont été pratiquement exterminées, exceptée celle de Nice-Magnan. Les quatre autres ont été progressivement coulées par la municipalité qui les a remplacé par des centres d'animation municipaux dont le slogan « pétainiste » semble recueillir un écho favorable auprès de la jeune population niçoise (« Contre la drogue et la délinquance »).

Il restait donc deux pôles d'intérêt pour les « esprits » subversifs : tout d'abord la librairie du Temps de vivre (1),

où le constat d'échec a été fait, lorsque l'on sait que la vente de périodiques ou de livres à caractère politique est tombée pour l'année 1984-1985 à 3% du chiffre d'affaires. Cependant cette adresse est aussi l'assurance de trouver une presse marginale et surtout un lieu où des projets peuvent devenir réalité : c'est sous sa responsabilité qu'une soirée sur la Nouvelle-Calédonie indépendante a regroupé plusieurs centaines de personnes, c'est également sous son égide que la soirée « Vivre ensemble » a rassemblé des milliers de spectateurs au Théâtre de verdure il y a six mois maintenant.

Le second endroit, situé dans la vieille ville, était la librairie du Papier mâché (2) à la superficie plus grande. Ce lieu, créé il y a plusieurs années, était un lieu de réunion pour diverses associations ; des projections de films

y étaient organisées, ainsi que des débats et nombre de comités de soutien s'y créaient. Certes, là aussi, le rayon des livres politiques diminuait d'année en année ; mais les efforts des animateurs de cette librairie alternative étaient remarquables de courage et d'innovations. Pourtant, cet été, la librairie du Papier mâché a fermé sa grande porte cochère, non pas tant parce que les finances manquaient cruellement mais également du fait du climat d'intolérance généralisé qui règne dans cette insupportable ville de Nice.

GR. DE NICE

(1) Librairie du Temps de vivre, 50 boulevard de la Madeleine, Nice-Ouest. C'est également notre adresse postale ainsi que le point de vente du Monde libertaire hebdo.

(2) Le groupe de Nice (F.A.) y avait co-organisé avec la Libre Pensée des Alpes-Maritimes un débat sur : « La religion aujourd'hui face au mouvement ouvrier », auquel une trentaine de personnes avaient assisté.

L'armée veut faire taire un pacifiste

JOËL PITOIS, enseignant, militant pacifiste, comparaitra le 9 décembre à 13 h 30, au Havre, pour insoumission. Ce militant pacifiste (membre de l'U.P.F.) lutte pour « une société démilitarisée où les moyens financiers et scientifiques seraient au service de la paix ». Actuellement poursuivi pour insoumission au service civil, il refuse d'être un militaire avec ou sans arme.

Il est objet de conscience depuis 1980 et insoumis depuis mai 1983. C'est donc par rapport à l'« ancienne loi » d'objection de conscience qu'il a manifesté son refus d'effectuer un service civil. La nouvelle loi a, dans l'ensemble, maintenu les caractéristiques de l'ancienne loi, même si elle a sensiblement amélioré la situation des objecteurs de conscience.

Nous soutenons les personnes en butte à la répression étatique et qui sont proches de nos idées. C'est le cas de Joël à qui nous apportons notre soutien. Nous serons présents le 6 décembre à la réunion publique du groupe de l'Union pacifiste de France à Rouen, avec Joël Pitois ; et bien sûr le 9 décembre, jour de son procès.

D'ores et déjà, vous pouvez manifester votre solidarité de la manière suivante : envoyer des lettres ou télégrammes de soutien au président de la chambre correctionnelle du tribunal du Havre (151, boulevard de Strasbourg, 76600 Le Havre) ; demander des pétitions et des tracts au comité de soutien à Joël Pitois (U.P.F., 4, résidence du Manoir, Saint-Martin-du-Manoir, 76290 Montivilliers [tél. : 35.30.08.32]) (1).

ERIC (Gr. de Rouen)

(1) Nous publierons la semaine prochaine une interview de Joël Pitois (N.d.R.).

els en grève de mobilisa- semblerait n plus large t) soit envi- définitif, en l'Assemblée décembre). unistes ont s et se sont un amende- classification ales. Tant à Sénat, ils inimiser la es amende- nitivement, à l'élabora-

maîtrise des sociaux, la inscrit plei- texte d'aus- tabiliser le au mépris osins de la parallèle- ment de la

HELENE re-Besnard) ndiologie sont ur le maintien ation dans le

ciement pour iste pas dans t.

mnités de leurs mil- cas où le ouerait et rmer ses

il est clair uellement de santé séquences Indépen- u'il s'agit C.G.T., globale il que gou- che tous santé ou nnant de L.F.

privée, elle tion au ser-

ale de l'ac- ntes, entre ans le 11* ant essen- été amené l y a deux



Handicapés... un autre apartheid

LES 10 et 11 novembre derniers, s'est tenu à l'U.N.E.S.C.O. un congrès, ou plus précisément une rencontre internationale de jeunes handicapés. Cette rencontre était à l'initiative de l'Association des paralysés de France et financée en grande partie par les ministères de la Jeunesse et des Sports, les Affaires sociales, la mairie de Paris et la C.E.E.

Les objectifs de cette rencontre étaient de réunir des jeunes handicapés et valides de différents pays, afin de leur permettre de se connaître, d'échanger leurs témoignages de vie quotidienne et de montrer leur volonté de devenir adultes et surtout citoyens à part entière. Pour ce faire quatre grands thèmes de débats ont été choisis : vie quotidienne dans différents pays ; rêve et imaginaire ; agir ensemble ; solidarité internationale ; avec à l'appui, une exposition permanente, une soirée-spectacle et bien sûr un discours du ministre de la Jeunesse et des Sports.

Nous ne retranscrivons pas les débats de chacun des thèmes car en fait ils ne présentent que très peu d'intérêt. En revanche, nous pouvons faire aisément le lien et les comparaisons entre l'« année internationale de la jeunesse en 1985 » et celle des handicapés en 1981 (et avec bien d'autres également !).

En 1981, des dizaines de commissions se sont réunies, des conférences ont été organisées, des colloques se sont tenus, dans lesquels, bien sûr, l'Association des paralysés de France (A.P.F.) et bien

d'autres associations gestionnaires étaient présentes... Pour déboucher sur quoi ? Sur un renforcement de la ségrégation, de la marginalisation, sur un développement du « travail protégé » (rien que le nom m'amuse !) et par la même occasion sur le développement des centres. Vous savez... ceux dans lesquels on « parque » les handicapés pour ne pas les voir et où on leur file quand même 500 F pour pas crêver en silence. Mais surtout pas l'ouverture du travail en milieu ordinaire, l'ouverture des portes des entreprises... celles-ci ont une image de marque qu'elles ne peuvent pas ternir !

Et savez-vous qui est à la tête de ces centres ? L'A.P.F.,

oui, la même qui vient d'organiser une rencontre internationale de jeunes handicapés en 1985. Alors soyons sérieux, arrêtons de servir le mot « solidarité » à toutes les sauces, et parlons plutôt des droits. Seulement, comment peut-on imaginer qu'une association qui gère 115 centres, qui regroupe 75 000 adhérents, 30 000 usagers, 5 000 salariés, etc., en clair une entreprise du handicap, acceptera enfin de tout mettre en œuvre pour atteindre son objectif initial, qui était d'intégrer les personnes handicapées à tous les niveaux de la société. Sachant parfaitement qu'elle serait dans l'obligation de mettre la clef sous la porte !



Téléprison

Il y aura peut-être de la lumière un peu plus tard derrière les barreaux des cellules. Maintenant, ils ont la télé ! Les taulards, heureux hommes, pourront désormais meubler leur ennui et leur désespoir en se passionnant pour « Dallas » et les « Jeux de 20 heures ». (Heureusement, Guy Lux a été viré !)

Cette nouvelle mesure prise à la suite d'une expérience positive dans une prison pour femmes de Rennes coûtera 100 F (les postes sont loués au frais des détenus). Cette expérience a par ailleurs démontré qu'elle réduisait notablement la consommation de médicaments. La télévision française serait-elle un puissant somnifère ?

Au-delà de la profonde démagogie de cette mesure, les compagnies de location vont sans doute se faire des testicules en métal précieux avec ce nouveau marché. Il y a environ 40 000 détenus en France, à trois par cellule. Le compte est vite fait : c'est plus de 13 000 postes à 100 F par mois. La belle affaire ! Mais il est vrai que la télévision peut apporter un semblant de distraction, il est aussi vrai que cette individualisation peut empêcher le regroupement des détenus dans la salle commune et donc nuire à leur contact et à leur échange.

Il n'y eut que l'association Légitime Défense pour s'opposer clairement et radicalement à cette mesure dans un communiqué à vomir : « (...) alors que d'honnêtes gens se font voler leur poste, que d'autres — nous en connaissons — vendent le leur pour pouvoir manger, les parasites de la société vont pouvoir se distraire au frais des contribuables. » Ces relents fétides et frileux puent la haine et la rancune. C'est encore leur faire trop d'honneur que leur demander de la fermer. Jamais en des temps pré-électorales, les petits blancs n'avaient pu atteindre un tel degré d'infection. C'est non seulement bête, mais méchant et petit, très petit.

Quoiqu'il en soit le problème des prisons reste entier. Ce n'est pas en aménageant la vie carcérale que l'on combat la misère de l'isolement contraint, la surpopulation pénale et les portes qui ne peuvent s'ouvrir.

JEAN-PIERRE GAULT

D'ailleurs, actuellement, un projet de réforme est en discussion, dans lequel le peu d'« obligation » d'embauche des entreprises va être supprimée. Et là encore, nous retrouvons l'A.P.F. qui défend des positions complètement contradictoires avec ses objectifs initiaux.

Alors, cessons ces fantômes ! Cessons de donner bonne conscience aux beaufs et la possibilité de faire du fric sur le dos des handicapés, et brisons une bonne fois pour toutes l'A.P.F. et par là même le Club des 29 (1).

Mais au fait, sur quoi peut bien déboucher cette rencontre ? Après maintes réflexions, on ne peut en aucun cas croire que cela va aboutir sur des revendications et sur des luttes. En revanche, la seule hypothèse plausible à nos yeux est que l'A.P.F. se réservera de ce congrès et notamment des contacts avec les délégations étrangères pour essayer de s'implanter ailleurs. Hé ! va savoir... raisonnablement tout à fait logique pour une entreprise nationale voulant devenir multinationale !

MARTINE ET NICKY
(« Décharge publique »)

(1) Il s'agit des vingt-neuf associations gestionnaires reconnues d'utilité publique.

De chaînes en boulets...

Il y a quelques années, un peu avant et un peu après mai-juin 1981, la floraison des radios libres constituait alors l'événement majeur au niveau des médias. La fin d'un monopole étatique, le début d'une potentielle liberté sur les ondes F.M. ? Qu'en reste-t-il en 1985 ? Plus grand-chose, mort ou bradage de la plupart des radios pionnières, apparition et surtout bouillie des marchands de soupe... A de très rares exceptions près, le temps n'est plus à la recherche d'une véritable zone de liberté, ni même à une conception nouvelle de ce type de média.

L'année 1985 a été celle où on a le plus parlé des télévisions privées. Le terme télé libre écorchant déjà par trop les lèvres. Depuis quelques semaines, les coups de théâtre se succèdent : racket de la Tour Eiffel, autorisation de création d'une chaîne entièrement privée, et déjà on s'empresse un peu partout d'établir un parallèle entre radios et télé « libres ». Qu'en est-il réellement ?

Avec environ 300 000 francs, on peut avoir une installation radio qui tienne bien la route. On peut réaliser une bonne émission radiophonique avec une équipe de deux personnes seulement. Avec la télévision, il en va tout autrement : le strict minimum nécessite au bas mot 5 millions de francs. Quant à la réalisation, il faut compter au minimum dix personnes par émission. Voyez la différence ! Dès le début, les dés sont pipés ; en effet, ne peuvent s'aligner au départ que des organismes aux comptes en banque plus que solides. Les associations de jeunes, les associations de quartier, à l'origine d'un grand nombre de radios libres, sont d'ores et déjà éliminées. Remarquez le discours dans les médias à propos des télé-

privées ; avant même de décrire le type de programme envisagé, de dévoiler les projets de création télévisuelles (quand il y en a), on étudie de fond en comble le montage financier, le nom et la raison social des bailleurs de fonds sont bien plus importants que ceux des professionnels devant faire fonctionner la chaîne.

D'autre part, il est bon de noter que le média télé attire les partis politiques bien plus encore que la radio. C'est d'ailleurs facilement compréhensible : voilà un moyen excellent de réaliser une propagande indirecte, sous-jacente, de détenir une partie accrue des moyens d'information, donc du pouvoir, mais également et peut-être avant tout d'alimenter copieusement les caisses. Une télévision privée, bien gérée, ayant le taux de rentabilité des investissements le plus élevé de tous les médias actuels.

On assiste en ce moment à de grandes manœuvres, axées quasi exclusivement sur deux paramètres : comment drainer vers soi un maximum d'espèces sonnantes et trébuchantes — et là reconnaissons que Berlusconi est un petit génie en la matière ! —, et deuxièmement comment bien se placer dans la course au pouvoir. Seydoux, ami personnel de Mitterrand, fait très bien dans ce décor ! C'est d'ailleurs ce qui fait hurler l'opposition, non pas sur le principe, car ils en font bien autant par ailleurs — la 5^e chaîne n'est pas le seul projet en cours —, mais bien parce qu'ils se font momentanément distancer. Et l'art (ou la création artistique) dans tout cela ? Question intéressante, je vous remercie de ne l'avoir pas posée !

GERARD MOSSE

Notre camarade Gérard participe à une émission sur Radio-Libertaire (« Mon quartier, mon village ») le samedi de 8 h à 12 h (N.d.R.).



De l'écologie sociale... à la révolution sociale

COMME beaucoup, j'ai découvert Murray Bookchin à la sortie en France de *Pour une société écologique* (1) en 1976. Et ce fut un véritable choc que de lire cet Américain qui nous présentait enfin l'anarchisme sous les traits de l'actualité et de l'avenir. Quasiement le flash !

Il y a dix ans, en effet, nous étions encore dans le « trip » de l'après-68. Nous promenions sur le monde un regard féroce. Tout en lui assénant notre révolte en rafales, nous tentions d'en construire un autre. Tout de suite ! Sans attendre ! Impatient et joyeux ! Et notre rage de vaincre et d'être exploité dans la lutte des femmes, des homosexuels, dans le jardin au cent mille fleurs des écoles parallèles, des crèches sauvages, des communautés, des S.C.O.P... et dans l'écologie en actes et en luttes. Pour nous, rien n'était impossible ! Mieux il fallait que tout soit possible tout de suite. Car, portés par la vague écologiste déferlante, nous étions en état d'urgence. Et chaque lutte contre l'implantation d'un temple de la mort radieuse était une lutte à mort !

Dans ces conditions, découvrir sous la plume de Bookchin l'être profond théorique de nos combats était un ravissement extraordinaire. D'une part nous nous retrouvions dans ce qu'il écrivait, mais de plus nous pouvions nous abreuver à la source d'une démonstration théorique

plaçant l'anarchisme au cœur de l'actualité, le démarquant aussi bien des vieilles ritournelles de gauche que des chansonnettes petite-bourgeoises du genre de celles des « environnementalistes », et lui apportant une assise scientifique et sociale fantastique. Bref, l'écologie sociale nous emballait !

Aussi, ces jours-ci, avant de relire Bookchin, j'appréhendais quelque peu. Je redoutais la découverte de rides sur le coup de foudre d'il y a dix ans. Car les temps ont changé. La crise nous fait vivre au rythme misérable de la survie, la défensive l'emporte largement sur l'offensive... et le nouveau mouvement social de l'après-68 y a laissé la peau sinon l'âme.

On l'aura donc compris, j'avais un peu l'angoisse. Mais je ne l'ai pas eu longtemps. Bookchin et l'écologie sociale n'ont en effet pas pris une ride. L'analyse de la crise de la société au niveau politique, économique, et sociale est toujours aussi pertinente et d'actualité. La définition de l'anarchisme au niveau politique, social, écologique, technologique et sociétaire a gardé tout son éclat, son sérieux, son caractère scientifique et son parfum d'espoir.

La seule fausse note dans ce voyage au pays de la confrontation des impressions passées avec le présent se situe au niveau de ce qui est quand même l'essentiel : le test de la réalité. Et de ce point de vue, Bookchin

a loupé le coche. Il a bien vu le pourquoi et le comment de la crise généralisée que nous vivons. Il a bien vu ce vers quoi il fallait aller pour échapper à cette spirale de l'autodestruction généralisée. Mais il s'est carrément « planté » dans son appréhension du comment parvenir à faire du projet anarchiste une réalité. Car le nouveau mouvement social, ce fourmillement de luttes et d'alternatives en actes, qu'il voyait grignoter lentement le système, a été emporté par le vent de la crise. Pire, à l'heure actuelle, nous vivons au niveau politique, économique, social et culturel une régression sans précédents. Les acquis sociaux sont attaqués de toute part ; les

valeurs dominantes, celles qui sont dans l'air du temps, sont au pire celles de Le Pen et au mieux celles du libéralisme sauvage à la Reagan ou à la Thatcher. Dur !

Alors ? Bookchin serait-il bon à jeter au placard des rêves à cent sous ? Peut-il encore nous être de quelque utilité ? Utilité ? Et comment ! Son analyse du système sociétaire capitaliste privé et étatique est toujours un outil de premier choix pour comprendre le passé, le présent et l'évolution immédiate. Son projet sociétaire anarchiste et écologique est toujours aussi solide et tragiquement nécessaire pour le monde d'aujourd'hui. Simplement, il nous reste à trouver le moyen d'articuler une analyse à un projet. C'est là le problème d'une définition des vecteurs de la révolution : des acteurs, de la stratégie et des tactiques. Et celui de l'organisation révolutionnaire !

Une vieille problématique, donc, que celle du passage de l'écologie sociale à la révolution sociale. Bakounine, déjà, ne disait-il pas après la Commune que ce que l'espoir avait besoin, ce n'était pas de discours, d'analyses... car tout avait déjà été dit ; mais d'actes !

JEAN-MARC RAYNAUD

(1) Murray Bookchin, « Pour une société écologique », Christian-Bourgeois éditeur, en vente à la librairie du Monde libertaire.

MURRAY Murray Bookchin BOOKCHIN

L'écologie sociale vitalise l'anarchisme

INTRODUITES en France il y a une bonne dizaine d'années (dans le *Monde libertaire*, j'écrivais le premier article paru sur Murray Bookchin en avril 1975), les thèses de Bookchin, qui globalisent l'écologie, les sciences humaines et l'anarchisme, suivent leur bonhomme de chemin et naviguent dans le mouvement libertaire.

Ses travaux, dont l'intérêt scientifique et social est immense, pourraient avoir un rayonnement plus important dans les cénacles universitaires ou parmi l'intelligentsia si le bougre ne réglait pas leur compte aux marxistes, aux bourgeois et autres dogmatiques, et... ne se prétendait pas ouvertement anarchiste.

Un siècle après *L'Entraide* de Kropotkine, la recherche scientifique a beaucoup progressé même si les avancées technologiques ont été le plus souvent destructives, sous les pressions conjuguées de l'autorité politique et de l'argent. Bookchin insiste sur le fait que ces progrès relatifs ont souvent tout détruit, y compris ce qui était positif avant bouleversement. Exemples : le caractère sans classes des sociétés indiennes d'Amazonie, la solidarité communale des paysans qui disparaît quand leurs rapports de chefs d'entreprise mercantilisent tout. Actuellement les Kanaks, en s'intégrant à une régionalisation étatique, risquent de rompre avec une auto-organisation tribale, non idyllique bien sûr, mais originale.

Murray Bookchin reste prudent dans ses recherches en insistant sur le fait qu'on ne passe pas directement de l'étude des écosystèmes naturels à celle des groupes humains, et descend en flèche la « sociobiologie » qu'il qualifie de *totalitarisme du chromosome*. Et là, il démontre l'absurdité des thèses qui courent chez la Nouvelle Droite, comme chez certains marxistes (rappelons-nous les cellules bourgeoises et les cellules prolétariennes de Lyssenko), dont le seul but est d'assurer une légitimité naturaliste à la hiérarchie, à l'exploitation et à la domination.

Plus près de nous, en France, dans le domaine de la génétique, Jean Rostand puis Albert Jacquart remet-

tent aussi complètement en cause ces prétendus « déterminismes biologiques », qui rendent inévitable l'autorité dans le comportement.

Ainsi, Bookchin renforce les intuitions anarchistes (qui ne sont toujours pas infirmées par les chercheurs non dogmatiques), qui percevaient que la nature n'est ni bonne ni mauvaise, et que malgré des aspects barbares à priori (rapports prédateurs-proies) elle renferme un potentiel important de tendances harmonisantes, d'entraide et d'auto-organisation.

Comme Pierre Samuel, et d'autres écologistes critiques de notre revue des années 70 *Survivre et vivre* (à mon sens celle qui a le plus poussé la critique sociale dans le mouvement écolo), Bookchin fait un parallèle constant entre la domination de l'homme sur la nature et la domination de l'homme sur l'homme. La crise écologique n'est qu'une facette de la maladie sociale, générée par les dominations et les exploitations. Comme nous, Murray Bookchin combat politiquement les « environnementalistes », à l'estomac rhumatisant, qui ne cherchent qu'à s'imiscer dans les pouvoirs pour dépolluer par de bonnes réformes en conservant le système de classes.

Murray Bookchin met l'accent sur l'imbécilité des gauches politiques et sur leurs programmes strictement économiques (planification, nationalisation, centralisation, etc.), dont le rôle est de faire croire qu'un hypothétique changement de pouvoir supprimerait l'exploitation. Selon lui, ce discours a pour objet de faire accepter de nouvelles hiérarchies et de masquer les autres aspects de l'aliénation qui n'est pas seulement économique (dominations sexuelle, raciale, jeune-vieux, homme-nature...). Si l'on exclut certaines déviations anarcho-syndicalistes et marxiste-libertaires, qui se rejoignent dans le discours « classe, classe et rata-classe », la pensée libertaire s'est toujours située dans ce champ d'analyse, même si les mutations du capitalisme moderne exigent encore plus d'actualisations dans nos critiques.

Le fil conducteur des recherches de Murray Bookchin est de s'appuyer sur l'écologie sociale, qui articule sciences de la nature et sciences humaines, afin de découvrir une éthique objective qui soit à la fois diverse mais globale pour l'humanité, et qui ne soit pas affaire de circonstance, d'intérêt personnel autoritaire ou de domination de clan.

La diversité et la coopération observables dans les écosystèmes naturels pourraient nous indiquer quelques bases, renforcées en cela par les moments d'histoire où spontanéité et organisation s'harmonisaient (par exemple : la Commune de Paris, Catalogne en 1936, Mai-68), et qui ont échoué en partie parce que les problèmes de la survie, liés à la rareté, ont coupé les élan émanicipateurs.

Murray Bookchin nous rappelle fort justement que les institutions n'existent pas dans la nature, et qu'un groupe de singes n'aurait jamais installé sur le trône un crétin comme Louis XVI ou permis l'émergence d'un *fuhrer*, purs produits de la démenche humaine.

Les écrits de Bookchin sont actuellement parmi les plus pertinents dans l'actualisation de l'anarchisme, mis à part une certaine légèreté sur l'analyse de l'économie moderne. Ce qu'il raconte sur les Etats-Unis et le caractère libertaire du peuple américain peut nous paraître douteux (deux millions d'Américains auraient fait un retour à la terre écolo, ce phénomène comprendrait donc le tiers des agriculteurs américains, et pas de révolution en vue...). Il est vrai, que pour nous, c'est si différent et si lointain ! Je reprocherai également à l'auteur de ne pas se pencher assez sur les efforts nécessaires et les déboires nombreux inhérents à l'organisation révolutionnaire des anarchistes.

La pensée de Bookchin nécessite malheureusement une vulgarisation, car sa lecture est réservée à ceux qui ont un minimum de connaissances universitaires, ou qui sont des autodidactes trapus. Malgré cela, un tel niveau de pertinence globaliste dans les écrits libertaires est trop rare pour qu'on ne contribue pas à sa diffusion.

ALAIN CRAPAUD



Soutien aux mineurs anglais

Le samedi 16 novembre 1985 s'est tenue à Paris la réunion de constitution d'un comité destiné à rompre le mur du silence entretenu par les médias sur le sort réservé aux militants du N.U.M. emprisonnés et licenciés après leur participation à la grève. Participaient à cette réunion une délégation de mineurs britanniques et des militants venus en tant qu'observateurs pour différentes structures syndicales qui ont été impliquées dans le soutien aux mineurs pendant la grève. La Fédération anarchiste y était également présente.

Les camarades britanniques ont souligné qu'il y avait encore aujourd'hui plusieurs dizaines de leurs camarades en prison, et que plusieurs centaines d'entre eux ont été licenciés. Au delà du soutien moral et matériel à ces mineurs victimes de la répression, et à leurs familles, les délégations britanniques a souligné qu'il s'agissait avant tout d'organiser une solidarité qui permette à ceux qui sont démunis de moyens de continuer à

militer et à se battre pour la libération et la réintégration.

Les camarades britanniques ont également réaffirmé qu'il était nécessaire de conserver, maintenant que la grève est finie, des contacts avec les travailleurs européens qui ont été établis pendant la grève, et cela pour plusieurs raisons. D'une part, en effet, les mineurs ne se tiennent pas pour battus et beaucoup considèrent qu'un nouveau mouvement de grève peut encore éclater. D'autre part, les attaques dont les mineurs britanniques ont été les victimes ne sont qu'un aspect d'une réorganisation du capitalisme à l'échelle européenne : ce que les mineurs britanniques ont subi, d'autres travailleurs en Europe peuvent être amenés à le subir.

Les militants qui ont participé à la constitution de ce comité considèrent que nous sommes tous redevables aux mineurs britannique car leur lutte a fait la démonstration concrète que les attaques contre la classe ouvrière peuvent recevoir une riposte qui fasse réfléchir l'Etat

et le grand capital. En effet si la grève des mineurs n'a pas été victorieuse, son coût pour le patronat et l'Etat en a été colossal.

Le comité se propose plusieurs objectifs. A court terme, soutien moral et matériel immédiat aux victimes de la répression. Diffusion de la liste des emprisonnés et des adresses d'incarcération afin que tous ceux qui se sentent concernés puissent leur écrire. Collecte de fonds pour soutenir les familles des emprisonnés et des militants licenciés. Invitation, par des groupes de travailleurs français et prise en charge pendant leur séjour de militants britanniques et de leur famille. De telles initiatives ont déjà été organisées avec succès cet été et nous souhaitons qu'elles se multiplient. Diffusion d'adresses de groupes de soutien en Grande-Bretagne et en Europe afin que les militants intéressés puissent prendre directement contact.

A moyen terme, création d'un bulletin qui permettrait de diffuser l'information sur la situation en Grande-Bretagne ; informations que les médias se gardent bien de diffuser. Qui sait, par exemple, que la totalité des travailleurs manuels de Liverpool (30 000) envisage une grève générale qui peut très bien déboucher sur une épreuve de force comparable à celle des mineurs ? Le comité se propose également d'organiser des manifestations publiques d'information pour le soutien des victimes de la répression et pour l'amnistie ainsi que de créer sur le plan européen un mouvement coordonné.

R. B.

Contact : « Chroniques syndicales », Radio-Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



La boue colombienne

La Colombie est un des plus grands pays d'Amérique latine avec 28 millions d'habitants. C'est un pays riche en ressources naturelles : charbon, nickel, or, argent, émeraude et café (2^e exportateur mondial).

La Colombie fait beaucoup parler d'elle en ce moment. Le président de la République française y séjourne, un commando suicide du M.19 occupe le Palais de justice de Bogota, et puis le réveil du volcan de Nevado del Ruiz a provoqué une catastrophe accusant un bilan très lourd : 25 000 morts dont 8 000 enfants, près de 20 000 blessés et 200 000 personnes sinistrées. Les dégâts s'élevaient à trois cent millions de dollars américains, 20 000 hectares de différentes plantations ont été détruites en plus des installations et des villes qui ont disparu de la carte géographique.

C'est là un fait divers comme on en voit quelquefois : inondations, raz-de-marée, cyclone, etc. Ici, c'est un volcan qui engendre une fonte des neiges et la formation d'une nappe de boue qui va s'étaler sur plusieurs kilomètres, détruisant

presque tout sur son passage. Mais la nature n'est pas, comme parfois, la seule responsable de la mort d'une partie de la population.

En effet, quelque temps auparavant, des scientifiques avaient prévenus le gouvernement colombien de la reprise éventuelle des activités du volcan. *El Tiempo*, un des plus grands quotidiens du pays, signalait que « La faute du désastre n'incombait pas à del Ruiz » et que « des informations précises sur les risques de l'éruption existaient ». Visiblement, le gouvernement n'a pas voulu intervenir en débloquent des fonds afin d'évacuer la population. Pourquoi ? Était-il trop occupé à réprimer la guérilla ? Voulait-il se servir d'une catastrophe pour provoquer un traumatisme au sein d'une population trop occupée peut-être à contester ?

Toutes les questions restent en suspens, mais quoiqu'il en soit, les anarchistes ne peuvent que condamner les agissements du gouvernement colombien responsable de la mort de 25 000 personnes. C'est là un non secours à personne en dan-

ger, plus... un assassinat ! Les Etats s'occupent plus de guerre, d'affaires, que du bien-être des individus, c'est dans leur logique !

Aujourd'hui, pour les Colombiens, c'est l'aide inter-

nationale qui compte, mais on est en droit de se demander ce que peut être cette aide, vu la corruption qui règne là-bas. On voit déjà les gros propriétaires, les partis politiques s'intéresser de près à la solidarité. Qui va



LIBAN

Dieu ! que la guerre est banale

QUAND c'est fini, ça recommence : telle est l'histoire de la guerre à Beyrouth. La raison du dernier rebondissement ? Le Parti socialiste progressiste refuse de voir flotter le drapeau national sur les bâtiments publics à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance du Liban. On sait bien que les bouts de torchon, plus ou moins bariolés, n'ont toujours été que des prétextes — somme toute assez absurdes — pour trucider à tour de bras ; mais à ce point-là, on avait pas vu ça depuis longtemps.

Il est évident qu'au Liban la relance du conflit peut se produire de manière aussi diverses qu'il est possible d'en imaginer. En effet, on l'a tellement vérifié, en face de chaque tentative de consensus, il y a toujours une milice ou un parti prêt à commettre quelques attentats et s'il n'y en a pas encore, il ne va pas tarder à s'en inventer...

Ainsi vont les choses à Beyrouth, et voilà 65 morts de plus sur une liste déjà terriblement longue. Si le prétexte est absurde, les conséquences ne sont pas inintéressantes... Cette dernière bataille a éclaté au moment où la Syrie tentait de relancer les négociations, à Damas, entre les milices chrétiennes et musulmanes. Quatre jours après l'avoir lui-même déclenché, Walid Joumblatt, chef du P.S.P., a pu déclarer dans une mise en scène remarquable — au domicile même de Nabih Berri, chef de la milice Amal, le frère ennemi — : « J'ai mal réfléchi à mon action (...). Cela a coûté très cher à la popula-

tion de Beyrouth ouest et à nos relations avec Amal. » Coût : 65 morts et 225 blessés !

Il faut souligner le rôle de la Syrie. On sait en effet que c'est l'intervention d'un officier de renseignement syrien qui a permis un cessez-le-feu. En fait, depuis le retrait d'Israël, Gemayel, n'ayant plus d'autorité sur son armée, a pratiquement confié le sort du Liban à Hafez El Assad ; ce qui n'est guère rassurant, mais personne ne sait ce qui pourrait être rassurant au Liban. Cependant, le « rapprochement libano-syrien » s'est accompagné d'une accentuation du clivage au sein des forces palestiniennes entre pro-syriens et pro-libyens. Autant dire que la guerre n'est pas finie !

A travers les péripéties les plus diverses, la guerre est toujours aussi banale. Un jour viendra-t-il où les miliciens de tous bords se rendront compte qu'ils sont manipulés, qu'ils se battent pour des intérêts qui ne sont pas les leurs ?

LE FURET



Milicien du P.S.P.

profiter de la reconstruction des bâtiments et de la reconstitution des plantations ?.. quand on sait que 64% des terres cultivables sont entre les mains de 3,6% de la population et qu'il existe près d'un million de familles paysannes sans terre et que 60% des habitants de Bogota vivent dans des bidonvilles. Le gouvernement colombien affirme qu'il n'y a pas de danger pour l'aide car la catastrophe est la volonté de Dieu... (on pourrait rigoler si l'affaire n'était pas aussi tragique). L'armée ne va-t-elle pas tirer également profit de l'aide comme bien des fois auparavant, en s'appropriant les stocks de matériaux ou de nourritures provenant de l'aide internationale ?

En France, un collectif « colombien » s'est constitué, regroupant plusieurs organisations, dans le but de récolter des fonds mais aussi d'évaluer les besoins réels sur place et trouver des moyens de contrôle par la suite pour que l'aide aille bien là où elle doit aller.

LAURENT
(Gr. Pierre-Besnard)

ITALIE

Le mouvement étudiant et lycéen en construction

J'ÉTAIS présent, le dimanche 10 novembre, à l'assemblée des étudiants et lycéens tenue dans la salle 1 de la faculté d'économie et de commerce à l'Université de Rome. C'était la première tentative pour constituer une coordination nationale de la part de ce nouveau mouvement étudiant qui a explosé il y a un peu plus d'un mois sur tout le territoire italien et qui a manifesté avec une énorme mobilisation contre l'approbation de la loi de finances proposée par le gouvernement Craxi.

L'assemblée a commencé vers 11 h du matin et s'est poursuivie jusqu'à la fin de la soirée sans interruption. A la tribune se sont succédés les représentants des nombreux collectifs venant de différentes villes ; ils ont exposé les motivations et l'état de la mobilisation dans chaque localité, parvenant à brosser un tableau d'ensemble des objectifs et des caractéristiques de ce mouvement juste né. (...)

La volonté de lutter et de vivre pour une dimension humaine et sociale alternative à l'état actuel des choses est apparue avec véhémence, secouant la torpeur dans laquelle les professionnels de la politique conservatrice avaient tenté de l'enfermer.

Les interventions se sont trouvées très nombreuses sur les mêmes points et sur les mêmes priorités. C'est si vrai que, lors de la lecture de la motion finale mise au point par une commission spéciale, elle fut accueillie par une acclamation spontanée et unanime. Cette assemblée a exprimé son caractère et sa volonté de lutte dans la phase actuelle. Elle s'est proclamée « horizontale » dans sa forme d'organisation, indépendante de toutes les forces politiques qui veulent ou voudront lui coller une étiquette politique, elle s'est déclarée opposée à l'état de choses présent, unitaire dans la lutte pour l'abolition

complète de la loi de finances, lutte qui doit être développée sans médiation institutionnelle ni d'aucune sorte, sachant pertinemment que cette lutte est vouée à l'échec si elle ne sort pas du cadre strictement contractuel et si elle ne s'étend pas aux autres catégories sociales, à la recherche

d'une plate-forme alternative globale.

Comme cela apparaît à l'évidence, il s'agit d'une situation explosive, clairement libertaire, subversive et potentiellement révolutionnaire. Ce que j'ai remarqué, en même temps que les autres camarades présents, ce fut l'absence, ou plu-

tôt la non-présence du mouvement anarchiste, non pas qu'il n'y ait pas de camarades à l'intérieur de certains collectifs, mais il manquait et il manque une présence politique cohérente. (...)

A peine né, ce mouvement paraît à tous égards libertaire au sens global du terme. Dans les déclarations de cette assemblée, cela apparaît probablement avec plus d'évidence que dans ces lignes. Mais sa spontanéité — l'expérience historique le prouve — n'est en aucune façon une garantie. Une situation libertaire est subversive, y compris à un haut niveau, elle n'est pas en soi révolutionnaire au sens de la liberté. Pour l'être, elle doit être liée à un projet et à une théorie qui le soient. Et l'anarchisme a potentiellement le nombre, par expérience, tradition, connaissance et patrimoine théoriques, pour réaliser cette liaison entre situation libertaire et

projet révolutionnaire dans un sens clairement anarchiste.

(...) Nous sommes à peine au début de ces événements et rien n'est perdu. Au contraire, il existe beaucoup de possibilités parce que le sens libertaire et la potentialité révolutionnaire de ce mouvement sont réels, purs, concrets. Mais il faut sortir de sa tombe et recoller à la vie. Si cette fois encore nous ne parvenons pas à le faire, par volonté ou par impuissance, ce qui n'est pas une circonstance atténuante, nous assisterons à nouveau à un stéréotype qui risque de se propager : les professionnels malins de la politique, anciens ou nouveaux, organiseront l'autorité au nom de l'anti-autorité, la réaction et le conservatisme au nom de la révolution, la dictature et la répression au nom de la liberté, le parti hiérarchisé au nom du « non-parti ».

ANDREA PAPI
(traduit de « Umanita Nova »)



ETATS-UNIS

Davantage de concessions ou retour à la lutte ?

EN 1979, le premier accord important revenant sur des acquis fut négocié à Chrysler, sous les pressions de l'administration Carter et les gémissements de l'entreprise.

Depuis lors, les travailleurs ont compté les coups sur les salaires, allocations, maîtrise de l'emploi et tout simplement sur le volume des emplois qui existent dans l'industrie.

L'offensive des patrons reçut le feu vert de l'administration Reagan à la suite de l'échec du conflit des contrôleurs aériens. La riposte des directions des syndicats affiliés à l'A.F.L.-C.I.O. et des transporteurs a été pathétique. (...)

Au tout début des années 80, le patronat concentre ses efforts sur une politique visant à obtenir des concessions salariales de la part des travailleurs organisés. Plus récemment, sa stratégie fut d'aller vers des accords collectifs induisant des zones franches aussi bien que de continuer à pousser pour le modèle

des concessions ; ces attributions ne sont pas incorporées dans le salaire de base du travailleur. La plupart des employés pour lesquels une convention prévoit une telle mesure reçoivent la prime au lieu d'augmentation de salaire. Par exemple, les protocoles d'accord sans mesure de rattrapage impliqueraient auparavant une augmentation moyenne annuelle du salaire de 2,8%. Mais, s'il leur est ajouté cette mesure, ils amènent une augmentation moyenne de 2,5% la première année, mais abruptement, 1,4% la deuxième et troisième année.

L'épidémie du deux-tiers

Le système du salaire en deux-tiers devient demande courante de la part des employeurs lors des négociations. Il s'agit de payer les nouveaux embauchés pour 50% de moins que les salariés plus anciens qui font le même travail. Pour les directions, l'avantage de ce salaire à deux vitesses est qu'il permet de se servir d'une force de travail peu payée tandis qu'il ne pénalise pas ouvertement le volant de salariés « protégés », ce qu'avaient entraîné les premières demandes de flexibilité sur les allocations, le gel des salaires, la suppression de l'indexation sur le coût de la vie, etc. Les patrons espèrent que les employés « protégés », qui prennent donc part à la signature des conventions, sacrifieront les salaires et conditions de travail des nouveaux embauchés.

Mais le système des deux-tiers ne s'est pas limité à l'industrie

privée. L'administration postale américaine a proposé récemment cet aménagement qui entamerait de près de 4 000 dollars les salaires d'embauche des employés ambulants ainsi que ceux travaillant en « poste ». Et la NASA appuie en faveur de ce système dans l'industrie aérospatiale. (...)

Malgré toutes les concessions depuis ces six dernières années, la chute de l'emploi pour les travailleurs de l'industrie n'a pas été freinée. Ce qui est en revanche arrivé c'est que les profits ont augmenté pour les entreprises aux dépens des salaires, allocations et conditions de travail des travailleurs américains. Il faut comprendre que les travailleurs se sont résignés, ils ont cédé sans combattre, comme s'ils étaient soumis à une quelconque fatalité mythique.

Le sort des travailleurs organisés (maintenant, ils représentent 18% de la force de travail) est aussi lié à celui des travailleurs non syndiqués... Comme ceux-ci voient la claquette que prend le monde du travail organisé, ils réfléchissent à deux fois avant de rejoindre la masse des syndiqués. Ceci est à la fois positif et négatif : négatif dans ce sens où nombre de travailleurs doivent croire que ce n'est pas la peine de secouer le cocotier mais qu'il est préférable d'accepter ce que les directions offrent. Positif, dans la mesure où cette situation prouve l'échec du type traditionnel de syndicalisme de l'A.F.L.-C.I.O. Et cela démontre la nécessité d'une organisation de classes pour les travailleurs, adaptée et s'appuyant sur la base.

D'après Ideas and Action



« deux tiers du salaire » dans des secteurs traditionnellement bien rémunérés.

De telles tentatives d'arracher davantage de concessions de la part des travailleurs ont été enrôlées avec de petites augmentations de salaire (2,3%) ou des primes de rattrapage. Les accords signés chez Ford et General Motors l'année dernière en sont des exemples. Les légères augmentations de salaire ne sont pas arrivées à compenser les pertes de la période 1981-1983, période de concessions.

Les primes de rattrapage font de plus en plus figure de pilule pour accompagner et faire pas-

GRÈCE

La situation se radicalise

LE Premier ministre grec, M. Papandréou, ne s'embarrasse pas de détails. En déclarant la semaine dernière : « La loi s'emploiera à punir les coupables, qu'ils s'agissent d'anarchistes ou d'autres éléments séditeux dont l'objectif est la déstabilisation », il cherche à focaliser l'attention des volontés répressives sur le mouvement anarchiste en Grèce, durement maltraité il y a peu.

L'explosion d'une voiture piégée à Athènes n'est que la suite logique, malheureusement, des comportements violents, criminels, des forces de l'ordre grecques durant les manifestations qui ont secoué le centre d'Athènes et dont le Monde libertaire s'est fait l'écho.

La Fédération anarchiste participe au mouvement de solidarité et de protestation qui a suivi l'emprisonnement d'activistes. Nous ferons le point la semaine prochaine sur ces initiatives et rendrons compte de la situation sociale tragique qui a lieu sous le gouvernement socialiste de Papandréou.

Les relations internationales

LE FURET



struction des constitution quand on res cultiva mains de on et qu'il million de ans terre et bitants de des bidon- ent colom- y a pas de ar la catas- de Dieu... si l'affaire (tragique). pas tirer de l'aide is appara- les stocks ourritures internatio-

collectif constitué, organisa- écolter des valuer les et trouver éle par la ille bien là

AURENT Besnard)

Henri Poulaille et la littérature prolétarienne



Né en 1896, d'un père charpentier lié au milieu anarcho-syndicaliste et d'une mère canneuse de chaise, Henry Poulaille, orphelin à 13 ans, raconte ses débuts difficiles dans « Le Pain quotidien » (1931) et les « Damnés de la terre » (1935). Suivent, consacrés à la guerre : « Pain de

soldat » (1937) et « Les Rescapés » (1938). Après avoir exercé divers métiers (rincieurs de bouteilles dans une pharmacie, crieur de journaux, limeur de ressort à grenades), il débute critique littéraire à l'« Humanité », puis il entre en 1923 chez Grasset où il dirige le service de presse jusqu'en 1956.

On ne peut évoquer le nom d'Henry Poulaille sans rappeler la création de la littérature prolétarienne et des polémiques suscitées autour de cette notion dans les années 30. En effet, si un certain nombre de groupes d'écrivains semblaient d'accord pour rompre avec la littérature bourgeoise, les bases sur lesquelles devaient s'édifier une nouvelle littérature étaient loin de faire l'unanimité. On peut citer trois grandes tendances : le populisme, la littérature d'expression communiste, les écrivains prolétariens.

Le populisme

Le populisme, lancé vers 1929-1930 (A. Thérive, L. Lemonnier) ne se place évidemment pas sur le plan d'une transformation sociale de la société. S'il semble y avoir rupture avec la littérature bourgeoise (*Nous en avons assez des personnages chics et de la littérature snob*), la description du peuple reste limitée ; il s'agit de bourgeois se penchant sur le peuple — jusqu'à se casser la figure — et cherchant uniquement matière à inspiration. Nous voulons ne pas fuir un certain cynisme sans apprêt et une certaine trivialité — j'ose le dire de bon goût... Nous voulons aller aux petites gens, aux gens médiocres, qui sont la masse de la société, Eugène Dabit.

L'auteur d'*Hôtel du Nord* (mais si... souvenez-vous : *Atmosphère, atmosphère, est-ce que j'ai une gueule d'atmosphère ?*) est représentatif de ces ambiguïtés : d'abord dans le sillage de Poulaille, il se laisse sans violence décerner le prix populiste pour finir mêlé aux membres de l'Association des écrivains et des artistes révolutionnaires (d'obédience stalinienne). Naturellement, lorsque le problème se pose, les « populistes » annoncent la couleur : *Nous l'avons dit et répété,*

nous sommes de purs gens de lettres, nous ne nous mêlons pas de politique (Lemonnier, entretiens à Radio-Paris le 17 février 1930).

La littérature prolétarienne marxiste

Le Parti communiste français, soucieux de son audience, lance d'abord des sondes du côté des écrivains (même bourgeois). Il réussira à drainer, par exemple, des écrivains du groupe surréaliste. Le congrès de Kharkov (conférence des écrivains révolutionnaires), tenu en 1930 à l'initiative bolchevique, définit une ligne pour les partis communistes occidentaux : *C'est grâce au marxisme — et au marxisme seulement —, que l'écrivain prolétarien peut parvenir à l'intelligence du mouvement historique, sans lequel il n'est pas d'action ni de littérature militante...*

La littérature prolétarienne française était naturellement représentée par son « thuriféraire » le plus acharné, Louis Aragon (qui à cette époque n'avait rien à refuser à Elsa), accompagné de Georges Sadoul. Aragon en profitera d'ailleurs pour renier allègrement les thèses surréalistes (voir *André Breton, entretiens*, Idées Gallimard, pages 165 à 167).

L'Association des écrivains et des artistes révolutionnaires, fondée en 1932 par des écrivains communistes et sympathisants, se fixe comme but de créer une littérature prolétarienne révolutionnaire, c'est-à-dire en conformité doctrinale avec l'expérience soviétique (notons que la morale reste sauve : en 1937, les responsables de Kharkov seront dénoncés comme « bandits trotskystes »). C'est en ce sens que l'*Humanité* commence à tirer à boulets rouges sur Barbusse et Poulaille.

Entre autres gentilleses, la revue de ce dernier (*Le Nouvel Age*) est constamment taxé de fasciste : (...) *Les groupes qui*

Parallèlement, par son action (il encourage de nombreux écrivains, anime la collection les Romans du Nouvel Age chez Valois), ses livres, ses multiples revues, il démontre que la littérature prolétarienne est vivante, actuelle et qu'elle existe, même si elle est en marge des littératures professionnelles et ce, malgré les critiques, voire les calomnies de droite ou de gauche. Il soutient ou fait connaître tous les écrivains qui comptent dans ce domaine : Neel Doff, Ramuz, Panaït Istrati, Giono, Knut Hamsun, etc. Il s'oppose à la littérature de propagande du Parti communiste comme à la littérature populiste d'inspiration bourgeoise. Il défend l'idée que seul celui qui est issu du peuple peut témoigner pour lui de l'intérieur, sans préoccupation de style.

Autodidacte, il se nourrit dans la bibliothèque paternelle des œuvres de Reclus, Zola, Kropotkine, Jean Grave... Curieux de tout (litté-

ture, musique, dessin, cinéma, ethnologie), il a beaucoup écrit, publié et fait publier, abordé les sujets les plus divers (voir « Corneille sous le masque de Molière », « Tartuffe ou la comédie de l'hypocrite », « La grande et belle bible des noëls anciens »).

Sa mort survenue le 30 mars 1980 à Cachan (voir « Monde libertaire » n°356) a empêché la publication d'une bonne trentaine de manuscrits inédits dont l'un promettait d'alléchantes révélations sur la bande à Bonnot. Sa compagne, Hélène Patou, elle-même romancière, décédée peu avant lui, avait patiemment archivé tous ses documents. Ceux-ci ont été légués de son vivant par Poulaille à la mairie de Cachan dans la perspective de créer un centre de documentation. Celui-ci n'a pas encore vu le jour, faute de crédit ou faute d'intérêt...

P.G.

prennent comme mot d'ordre celui de la littérature prolétarienne, orientent les inspirations des masses qui cherchent une issue à la crise, au profit du fascisme, à l'insu de ces mêmes masses... Le 2 février 1932, Jean Fréville dénonce dans la littérature prolétarienne vue par Poulaille une littérature de soumission et de défaitisme... Pour la petite histoire, Jean Fréville fut l'un des nègres de Maurice Thorez à qui a été confiée la rédaction de *Fils du peuple*, identifiable par l'acrostiche de la page 36 (édition de 1937, acrostiche disparu dans les rééditions ultérieures).

La littérature prolétarienne

Groupe d'écrivains plus qu'école, elle est articulée autour d'Henry Poulaille. Elle existe un certain nombre de principes visant à définir l'écrivain prolétarien. *Celui-ci, tel que le définissait Poulaille, devait répondre à plusieurs critères. D'abord la naissance : être né dans le prolétariat, puis l'éducation : être autodidacte à l'occasion bourgeois, enfin le métier : être ouvrier manuel, employé, instituteur. L'œuvre devait être avant tout un témoignage sur la vie prolétarienne* (Michel Ragon, *Histoire de la littérature prolétarienne en France*, Albin-Michel, 1974). Poulaille, dans son ouvrage *Le nouvel âge littéraire* (Grasset, 1930), définit l'écrivain prolétarien, son rôle et dresse la liste des auteurs de la littérature prolétarienne : S. Streuvels, W. Whitmann, Charles-Louis Philippe (*Bubu de Montparnasse*), Louis Nazzi, Marguerite Audoux, Neel Doff, Emile Guillaumin, Louis Pergaud, Albert Thierry, les frères Bonneff, Marcel Martinet, Panaït Istrati, Gaston Couté, etc.

Pour Poulaille, l'authentique littérature prolétarienne doit être écrite par le peuple lui-même. Il rejette le populisme, parce qu'étranger au prolétariat : (...) *On lui a fait une telle*

publicité que les gens croient que cela existe... (*Nouvel Age*, pages 29 à 38) et la littérature communiste accusée d'être de pure propagande : *Les frères et les sœurs de la doctrine marxiste se rejoignent avec les frères et les sœurs de la doctrine chrétienne pour qui, hors de l'Église, il n'est pas de salut. Comme pour la religion, que le marxisme veut remplacer, un banquier peut être prolétarien, tout aussi que le camarade terrassier lecteur de l'Humanité, pourvu qu'il ait lu Marx et s'en fasse le catéchiste. Si demain M. Thérive (voir plus haut) adhérerait au marxisme, il deviendrait un écrivain prolétarien...* (H. Poulaille, *Le Nouvel Age*).

Ce souci d'authenticité alimentera la critique stalinienne : *Vous niez la lutte des classes...* Certains reprocheront aux écrivains prolétariens le caractère strictement autobiographique de leurs œuvres (excepté Tristan Rémy qui ne se contentera pas de ce genre littéraire), d'autres déploreront que les prolétariens n'aient pas trouvé un style radicalement différent de celui des écrivains bourgeois.

Il n'en reste pas moins que ce groupe d'inspiration très nettement libertaire, qui n'a jamais réussi à vraiment se structurer, a largement contribué à marquer de son empreinte la littérature entre les deux guerres. Nous avons rapidement évoqué un mouvement littéraire historiquement daté. Qu'en est-il en 1985 ? Peut-on considérer que des auteurs comme Clavel, Cavanna, Prévost soient les héritiers de ce courant prolétarien ? En qui Poulaille se retrouverait-il aujourd'hui ?

Pierre-Dominique Gautel

Ouvrages consultés :
P.A. Loffler, « Chroniques de la littérature prolétarienne française », *Plein Chant*, 1975.
P.A. Loffler, « Chronique de l'A.F.R. », *Subervie*, 1971.
« L'O.U.R.S. », n°81.
H. Poulaille, « *Nouvel Age littéraire* », Valois, 1930.
M. Ragon, « *Histoire de la littérature prolétarienne en France* », Albin-Michel, 1974.

« Pacifisme et Pays de l'Est »

— Est-ce que Georges Marchais a envoyé une lettre de soutien à Christian Frigoult ?

— Non. Et pourtant cet ancien ouvrier de Messerschmitt fait dorénavant partie de la bande des ultra pacifistes regroupés sous la bannière du Comité mondial pour la paix ! (rires retenus dans l'assistance...)

— Comment peut-on être pacifiste, voire antimilitariste, en entretenant quatre millions huit cent mille soldats, sept millions de réservistes, neuf cents mille ingénieurs et scientifiques et près de vingt millions d'ouvriers travaillant pour l'industrie militaire ?

— C'est pas nous, m'sieur, c'est les autres qui ont commencé ! (traduction approximative du laïus du ministre de la Défense populaire d'U.R.S.S. en février 1982).

Toutes ces informations sont tirées de la dernière brochure éditée par l'équipe d'Avis de Recherche (1) qui s'attaque donc aux tribulations pacifiques au-delà du mur de la honte de Berlin.

Après nous avoir dressé dans les premières pages le portrait, en long et en large, du discours moscovite sur une pseudo politique de désarmement, les libertaires d'Avis de Recherche, dans le second chapitre, tentent de répertorier les actes pacifistes voire antimilitaristes issus d'initiatives personnelles et réprimées le plus souvent pas l'ours marxiste.

En U.R.S.S. d'abord, avec le très légaliste Groupe pour la confiance entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S., qui malgré ses efforts de modération (absence

totale de critique vis-à-vis de la politique du gouvernement) a été anéanti soit par l'interne psychiatrique (Oleg Radzinski) soit par l'enfermement durant trois années en Sibérie pour d'autres membres de ce groupe.

En Hongrie, ensuite, avec les groupes Pour la paix et le dialogue qui ont réussi par l'originalité de la vie culturelle hongroise, et également grâce à l'appui des communautés catholiques de base, à obtenir un semi-droit de cité avec, en avril 1983, un premier congrès réunissant 500 pacifistes hongrois à Visegrad.

Après le cas de la Tchécoslovaquie et des animateurs de la Charte 77, est abordé le cas de la R.D.A., société hautement militarisée où les pacifistes encore une fois trouvent protection et infrastructure auprès de l'Eglise. Celle-ci revendique un service civil pour les objecteurs et l'arrêt de l'enseignement militaire (peut-être pour le remplacer par des cours de catholicisme révolutionnaire ?).

Ce neuvième dossier des éditions Avis de Recherche (2) se termine par une étude clivoyante sur le moral de l'Armée rouge en Afghanistan. Il faut savoir que là-bas trente soldats soviétiques meurent quotidiennement et que les 140 000 hommes actuellement investis dans ce conflit s'embourbent aussi sûrement que leurs homologues américains durant la guerre du Viet-Nam. Alors, bien sûr, malgré les multiples précautions de l'Etat soviétique les soldats russes pensent à désertir ; certains ont réussi et se sont confiés. Ils ont affirmé nettement la supercherie pacifiste de l'équipe du Kremhn. Ils ont dit le détournement quotidien de l'information laissant croire aux soviétiques que tout se passe normalement en Afghanistan. Ils ont raconté la mort et l'horreur quotidiennes.

Ce dossier, instructif et nécessaire, prouve encore une fois que l'armée est une peste pour l'émancipation humaine et qu'aujourd'hui les deux blocs se jouent une farce dangereuse pour notre survie, laissant croire que leur drapeau est plus blanc que celui d'en face.

Malheureusement des milliers d'individus, naïfs mais coupables à moyen terme, et des organisations se prêtent à cette farce en manifestant aux côtés des aigles ou des ours qui les enver-

ront sans retenue à la prochaine boucherie. Les libertaires restent, hélas !, les seuls à combattre l'Etat et donc son pilier essentiel : l'armée. Que ce soit en Russie ou en Catalogne, les libertaires ont été abattus par ces idéologies prétendant différentes et qui se retrouvent pour anéantir l'esprit révolutionnaire.

ROGER LE GUEN

(1) Editions Avis de Recherche, B.P. 53, 75861 Paris cedex 18.

(2) En vente sur Paris, à la librairie Parallèle, 47, rue Saint-Honoré, et à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, au prix de 15 F.



Pour assurer l'indépendance du « Monde libertaire », souscrivez...

« La scène alternative » de R. Pirson et J. Taylor

DANS l'immédiat après-68, l'alternative, l'auto-gestion, les coopératives eurent leur heure de gloire. Puis la vague s'apaisa. Aujourd'hui, et ce depuis quelques années, il semble que cette dynamique doit en train de retrouver une nouvelle jeunesse. Mais s'agit-il vraiment de la même chose ?

La crise, les fermetures d'entreprises, les licenciements ne sont-ils pas, plus que le désir de subvertir le vieux monde, le véritable moteur de

ce phénomène ? Les acteurs et les espaces occupés par ce mouvement coopératif sont-ils toujours les mêmes ? Le capitalisme, en abandonnant des pans entiers de son économie, ne souhaite-t-il pas voir se développer, pour des raisons de consensus social, de telles initiatives ?

Le *small is beautiful* en exigeant de ses acteurs un investissement lourd au niveau financier, énergétique... n'est-il pas l'autre face d'une société duale dominée par les

restructurations et la division internationale du travail ? Dans cette optique, la prise en charge de leur destin par certains ne s'inscrit-elle pas dans le contexte global d'une remise en cause des droits acquis des travailleurs, dans celui de la flexibilité ? Bref, qu'est-ce qui fait courir l'alternative aujourd'hui ? La révolution, la survie ?

Toutes ces questions qu'il est nécessaire de se poser pour que l'autogestion en actes n'aille pas pourrir sur les grèves de la récupération et du renforcement du système dominant sont au cœur de cet ouvrage. C'est dire l'intérêt de ce bouquin.

Pour arriver à ce résultat, R. Pirson et J. Taylor ont fait parler, un peu à la manière de Touraine avec sa « sociologie de l'action », les différents acteurs du « mouvement » coopératif, alternatif... belge. Il les ont fait se confronter, entre eux, avec des gens de l'ancien mouvement coopératif, du syndicalisme, des partis de gauche... Et cela donne un livre qui va au fond des choses. Qui n'apporte pas forcément une ou des réponses, mais qui pose bien les problèmes.

On l'aura donc compris, ce livre (1) est à lire. Il est à la fois démystificateur et plein d'espoir, car sous ses interrogations on sent poindre un projet fantastique : celui de l'alternative révolutionnaire.

Jean-Marc Raynaud

(1) R. Pirson et J. Taylor, « La scène alternative », éditions du 22-Mars, 50 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

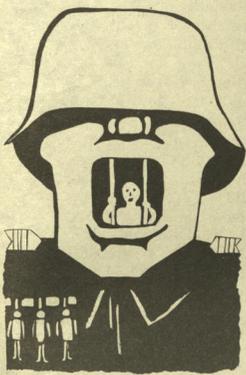
Rencontre avec...

Depuis le mois d'octobre la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris 11^e (métro République), organise régulièrement des rencontres avec des auteurs.

Le samedi 14 décembre, Claude Sigala animera un forum à l'occasion de la sortie d'un livre écrit collectivement par G. Dufour, Franck Zitte, Claude Sigala : « Coral : le procès ? » (éditions Cadex). Claude Sigala vient une nouvelle fois d'être emprisonné ; il est temps que la justice statue sur une affaire se traînant depuis deux ans et dont les dossiers d'inculpation sont extrêmement minces.

Claude Sigala animera donc cette table ronde à partir de 16 h à la librairie du Monde libertaire ; le matin même, il participera à une émission sur les ondes de Radio-Libertaire, de 10 h à 12 h, sur 89.4 MHz.

L'équipe d'animation



Joyeuses fêtes de fin d'année pour le patronat

C'EST la fête au palais Brougiart. En un mois les cours des valeurs françaises ont bondi de 17%. Le 22 novembre, jour d'ouverture du mois boursier, ils ont progressé de 3%, si bien que l'indice de la Compagnie des agents de change qui mesure la « température » du marché montait à 246, pour une base 100 au 31 décembre 1981, soit près de 150% d'augmentation ! L'échelle mobile des prolos est cassée mais l'ascenseur des plus-values boursières fonctionne bien, merci ! Ainsi que le remarque le Monde, « la Bourse n'a jamais été aussi prospère que sous le règne de la rose ».

Parmi les titres qui partent comme des petits pains, citons en vrac : Total, la Française de Raffinage, Carrefour, Pernod, C.S.F., Michelin qui a battu un record en prenant 7% en un jour, Renault-participation

ter : provoquer une chute du pouvoir d'achat des travailleurs sans précédent depuis trente ans, ce qui a permis aux entrepreneurs de « reconstituer leurs marges », de « consolider leur trésorerie » comme le soulignent avec leur délicatesse coutumière les économistes distingués. C'est ce que confirme, par exemple, le rapport des comptes de la nation établi par l'I.N.S.E.E. : « La politique de désindexation des salaires et ses effets sur le comportement des ménages (c'est-à-dire la baisse de la consommation) a été la raison principale du redressement de l'économie française en 1984. » Les entreprises, y compris individuelles, ont amélioré leurs résultats, explique ce rapport grâce à « la décelération du coût salarial » et à une forte hausse de la productivité (plus de 5% en 1984) obtenue surtout par « l'ajuste-

ment des effectifs occupés à la production », ajustement marqué par « le niveau record des licenciements économiques (410 000). »

d'heures supplémentaires autorisées est ramené de 130 à 80 heures. Mais le caprice de Gattaz ne doit pas masquer l'essentiel : la brèche est ouverte et le ministre du Travail d'avril 1986 n'aura plus qu'à peaufiner l'ouvrage pour plaire au C.N.P.F.

Nous avons donné les grandes lignes du projet Delebarre (*Monde libertaire* n°593). Dans le texte finalement retenu l'article concernant le travail du samedi et du dimanche a disparu. En revanche, la limite maximale de la durée hebdomadaire est fixée à 44 heures (au lieu de 42 h) si la « semaine moyenne » dans l'année est ramenée à 37 h 30. Delebarre a justifié son texte en prétendant qu'il allait dans le sens d'une réduction du temps de travail. Cependant voilà qu'on découvre, tout au fond d'un article du Monde un discret paragraphe où il est expliqué que les huit jours fériés non travaillés n'entraînent pas dans le calcul de la durée annuelle du temps de travail (alors qu'ils étaient pris en compte jusqu'à présent dans la durée hebdomadaire). Résultat : pour toutes les entreprises qui travaillent 39 heures par semaine, cette

petite soustraction ramène la durée moyenne à 37,6 heures, ce qui permet au Monde de tirer cette conclusion : « Il ne serait donc guère nécessaire, dans la plupart des branches, pour moduler les horaires, de descendre en dessous des temps effectivement pratiqués. » Bien joué, non ?

lin, s'aperçoit que la flexibilité (accompagnée de pertes de salaire) que voudraient imposer ces deux superpatrons, avant même que la loi soit votée, suit les suppressions d'emplois, dont elle en est en fait la conséquence. Libération a pu mettre en parallèle cette tentative et les

| CHANGES | COURS FIXE | ACHAT | VENTE |
|-----------------------|------------|-------|-------|
| ETATS UNIS | 82045 | 81990 | |
| COMMUNAUTÉ EUROPEENNE | 68625 | 68570 | |
| ALLEM. FEDER. | 307,71 | 3 | |
| BELGIQUE | | | |
| PAYS-BAS | | | |

Tout cela ne manquera pas de faire plaisir à la C.F.D.T. qui lie son acceptation de la flexibilité à la réduction du temps de travail et à la création d'emplois... Par dessus le marché, ses militants à la base, chez Renault et Miche-

proesses en Bourse de Bibendum et de Renault : moins de salariés et moins de salaires, il se trouve là, en effet, de quoi attirer les investisseurs.

SEBASTIEN BASSON



aussi, qui se porte bien ; comme c'est étrange, alors que la société annonce des pertes de plusieurs milliards. Et dans le peloton de tête on trouve également, ô surprise !, Schneider, phénix renaissant des cendres de Creusot-Loire dont les actions ont triplé depuis le règlement judiciaire. Pendant ce temps, bon nombre de licenciés de Creusot-Loire se trouvent toujours sur le pavé et ceux qui ont été « reclassés » perdent parfois la moitié de leurs revenus.

Les achats de titres sont réalisés en grande partie par des investisseurs étrangers qui manifestent ainsi leur confiance dans l'avenir de « notre » économie. Et ce sont des gens qui n'ont pas l'habitude de placer leur monnaie dans des paniers percés. Mais ne vous réjouissez pas trop vite, bonnes gens, ne confondez pas la santé de l'économie et la prospérité de vos affaires. Au contraire, la Bourse va d'autant mieux que votre porte-monnaie est plus plat. En quatre ans la gauche qui devait faire payer les riches a réussi un exploit que la droite n'aurait peut-être pas osé ten-

ment des effectifs occupés à la production », ajustement marqué par « le niveau record des licenciements économiques (410 000). »

Flexibilité : entourloupe de Delebarre

La Bourse illumine et les investissements ont une raison supplémentaire d'avoir confiance : le gouvernement apporte sa contribution à ces festivités de fin d'année en soumettant au parlement, avant la fin de la législature, son projet permettant « une évolution maîtrisée de l'aménagement du temps de travail ». (Admirez la périphrase !)

Certes Gattaz, qui en demande toujours plus, fait la fine bouche, ce qui arrange bien le gouvernement socialiste (et Edmond Maire...). « Voyez, peut dire Delebarre, les patrons sont mécontents donc mon projet est bon pour les ouvriers... »

Gattaz n'est pas heureux — ou fait semblant de ne pas l'être — parce qu'il aurait voulu des négociations par entreprises et non par branches et que le contingent

TANT qu'aura duré le 42^e congrès de la Confédération générale du travail, les médias qu'ils soient sur support stable ou présentés au public par le moyen d'un écran auront été à la hauteur de leur réputation...

Nous ne parlerons pas de la presse qui exprime grosso modo les opinions de l'actuelle majorité, mais de celle que l'on qualifie de gauche. En effet, du *Matin* à *Libération*, en passant par le *Monde* (1), tous les journalistes ont présenté dès les premiers jours un portrait négatif du congrès puisqu'il attaquait le gouvernement !

Il n'est pas dans notre intention de présenter Krasucki et les dirigeants de la C.G.T. comme de vaillants syndicalistes sincères attaqués par les vilains journalistes, mais tout simplement de mettre les choses à leur place.

Car pour les journaux précités, le congrès de la C.G.T. qui s'est déroulé à Montreuil est « mauvais » puisqu'il critique un gouvernement de gauche et cela trois mois avant des élections où la droite pourrait bien triompher. La palme revenant à *Libération* qui titrait le samedi précédent : « C.G.T. : ouverture du congrès de la fermeture ». Dans le dossier de quatre pages qui y est consacré (2), une constante se fait jour : la C.G.T. c'est vieux, ça reste sur les vestiges du passé. Même son

de cloche au *Monde* ou au *Matin* où le problème du syndicat C.G.T. est examiné à travers la loupe du Parti socialiste.

Ce qui nous choque, ce n'est pas que Krasucki attaque le gouvernement socialiste, mais c'est qu'il ne l'attaque que maintenant et pour des raisons étrangères au syndicalisme.

C.G.T... F.O. !

Mercredi matin, un pavé dans la mare allait apporter de l'eau au moulin des plumitifs pourfendeurs du « syndicalisme archaïque » : F.O. touchait des sous des Etats-Unis ! Secret de polichinelle pour qui connaît un tant soit peu le monde politico-syndical français (3). A la scission de F.O., peu après la Libération, le représentant de l'A.F.L.-C.I.O. était présent et le mouvement syndicaliste retentit encore des polémiques que cette aide a causé...

Le problème est surtout de savoir pourquoi le quotidien *Libération* a choisi le mercredi de la semaine dernière pour faire ses prétendues révélations ?

Ne serait-ce pas tout simplement la résistance (malgré tout) à la flexibilité qui vaut à Bergeron et à la C.G.T.-F.O. la réouverture d'un dossier que l'on croyait perdu ? Le gouvernement socialiste s'efforce de faire adopter à la sauvette par

l'Assemblée nationale un projet sur la durée du travail qui efface l'une des grandes conquêtes sociales de 1936, alors il faut discrediter tous ceux qui s'opposent à cela.

Henri Krasucki a déclaré que le patronat (aidé par le gouvernement, N.D.L.R.) voulait revenir à l'exploitation sans contraintes, comme il y a un siècle. Pour une fois, nous serons d'accord avec lui... La modernité, c'est tout le monde sur le bateau France et gare à ceux qui se mettent en travers de l'effort de production !

Mais la C.G.T., championne du « produisons français », peut-elle efficacement relancer la machine syndicale ? A Montreuil, on a surtout fait dans l'auto-satisfaction à peine tempérée par le rapport du trésorier. Nous y reviendrons plus longuement.

THIERRY
(Gr. Pierre-Besnard)

(1) Nous mettons bien sûr de côté l'« Humanité » pour qui tout va bien à Montreuil pour le meilleur des syndicalismes...

(2) Les lecteurs non-avertis de « Libération » ont même pu apprendre que le futur trésorier de la C.G.T., venu de la Fédération du livre, serait « un compagnon de route tendance anarcho-syndicaliste » ! Erreur journalistique ou bavure consciencieuse ? Racontez des conneries, il en restera toujours quelque chose...

(3) Ce problème, comme celui du financement de l'U.N.I. et de l'histoire de l'Institut d'histoire sociale, nécessitant de plus amples développements, sera traité dans un article ultérieur.

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.